

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2531 - JEUDI 11 FÉVRIER 2016



L'enseigne de Standard-and-Poors

Standard & Poor's

Forte pression
sur la note
de la RDC

Standard & Poor's vient d'abaisser la notation du pays, passant ainsi de « stable » à « négative ». Selon l'agence américaine qui publie des analyses financières sur des actions et des obligations, plusieurs facteurs ont pesé dans cette décision de dégrader les perspectives associées à la note souveraine de la RDC. Cette structure a épinglé des développements plutôt inquiétants pour le pays en mettant notamment en exergue l'accroissement des vulnérabilités vis-à-vis de l'extérieur. Elle a noté que les réserves de change se situent à un niveau très faible, à peine 1,2 milliard de dollars (environ un mois de paiements courants). Ensuite, il y a les déficits des comptes courants qui se creusent avec la contraction des prix des matières premières dont le cuivre qui participe à la rentrée des devises étrangères en RDC. Enfin, les perspectives politiques à haut risque avec les possibles contestations de l'opposition.

Page 12

SANTÉ

Remise de deux Jeeps
aux PNLs et PNTS

Les deux Jeeps de marque Toyota Prado TXL pimpant neuves achetées sur fonds propres du gouvernement sont destinées à améliorer la coordination et la supervision des activités de Programme national de lutte contre le sida (PNLS) et le programme national de transfusion sanguine (PNTS). C'est au parking de l'Hôtel du gouvernement qu'à eu lieu, le 9 février, la remise des clés desdits véhicules au directeur national de PNLs et à celui du PNTS.

Le ministre de la Santé publique a appelé les deux directeurs à faire bon usage de ces Jeeps parce que, a-t-il fait savoir, le chef de l'État s'est engagé pour une génération sans sida et cela est un défi, d'autant plus que la RDC a souscrit aux objectifs mondiaux de 2030. Il s'agit de faire en sorte que d'ici cette échéance, 90 % de personnes vivant avec le sida connaissent leur statut sérologique.

Page 12

SAPE

Prince N'Ganshie prie Papa
Griffes de revenir au cimetière

Étant tous deux du même bord pour s'être désolidarisés du reste des sapeurs tenant désormais la Sape pour la Société des artistes et des personnes élégantes et non plus comme la Société des « ambianceurs » et des personnes élégantes, le cousin du feu pape de la Sape, Prince N'Ganshie, prie son compagnon de lutte à revenir aux origines de l'instauration de la commémoration du 10 février, leur initiative. Tenu par ses sociétaires pour le président de la Fondation Stervos-Niarcos, il a évoqué la genèse du projet qui a abouti à la célébration annuelle du dixième jour de février.

La Fondation Stervos-Niarcos, a souligné son président, a l'ambition de réunir tous les sapeurs des quatre coins du monde. « Nous les appelons de toutes les communes, districts et provinces du pays. Nous voulons nous réunir pour constituer une force », a-t-il déclaré.

Page 13

Droits de l'homme

L'état de santé de
Christopher Ngoy
toujours préoccupant

Christopher Ngoy, coordonnateur du Centre des droits de l'homme et du droit humanitaire, a été transféré le 9 février au Centre hospitalier Nganda après avoir été extrait de sa cellule du Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa à la suite de la dégradation de son état de santé. Souffrant d'hypertension selon le diagnostic établi, l'intéressé aurait bénéficié des premiers soins qui ont permis de stabiliser sa tension artérielle, en attendant les résultats d'autres examens complémentaires, apprend-on.

Pour rappel, cet activiste des droits de l'homme avait été arrêté dans la foulée des manifestations du 21, 22 et 23 janvier 2015 contre le projet de



Christopher Ngoy

révision de la loi électorale qui avaient viré à l'émeute et aux pillages. Il est poursuivi pour dix chefs d'accusations dont l'atteinte à la sûreté intérieure de l'État.

Page 13

ÉDITORIAL

Engouement

Chaque jour qui passe confirme le fait que la société civile, dans son ensemble, s'intéresse de très près aux échéances électorales à venir. Qu'ils se rangent dans le camp de la majorité ou dans celui de l'opposition, qu'ils appellent Denis Sassou N'Guesso à se déclarer ou qu'ils soutiennent ceux qui le défieront demain dans l'arène électorale, les citoyens manifestent un engouement pour la chose publique que l'on n'avait guère constaté jusqu'à présent. Et c'est indiscutablement une bonne, une excellente surprise que de les voir s'engager massivement dans des clubs, des associations, des groupements divers constitués afin de défendre les couleurs de l'un ou l'autre des candidats lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 20 mars prochain.

Qu'il nous soit permis, cependant, d'insister sur le fait qu'il ne suffira pas d'appeler les citoyens à se prononcer en faveur de leurs hérauts pour faire de ce scrutin un moment historique. Au-delà des personnes, en effet, ce qui doit être débattu sur la place publique est le destin de notre pays ; le destin, c'est-à-dire les grands axes de la route que le Congo devra suivre dans les cinq années à venir s'il veut asseoir sur des bases solides sa paix et son unité retrouvées.

Sur ce terrain, malheureusement, force est de reconnaître que, pour l'instant du moins, rien de très précis, rien de très concret, rien de très attrayant n'est proposé par les différents camps en présence. Tout se passe comme si le seul et véritable enjeu du débat est la personnalité du futur élu alors que le peuple congolais, dans sa très grande majorité, attend de la campagne qui débute un échange approfondi sur les actions à mener pour résoudre les mille et un problèmes qui se posent à lui dans la vie quotidienne.

Voyons qui rendra public le premier un programme digne de ce nom autour duquel se coaliseront les forces de la société civile et qui occupera donc le premier le terrain en lançant le véritable débat que les Congolais attendent manifestement mais qui tarde, hélas !, à s'engager alors même que l'opinion commence à s'impatisser.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Les anciens ministres invitent les acteurs politiques à consolider la paix

Dans une déclaration rendue publique le 10 février, à Brazzaville, l'Association des anciens ministres de la Ré-

de paix et de concorde, en vue de l'aboutissement heureux du processus électoral. Par la même occasion, l'A.

a invité, en outre, les candidats potentiels à des débats sereins, à fleuret moucheté et à privilégier le fair-play républicain.

L'A.A.M.R souhaite que la réglementation légale sur l'accès de tous les candidats à tous les médias soit respectée. Les anciens ministres ont mis à profit cette occasion pour encourager le président de la République, garant de l'unité et de la sécurité nationales, à sauvegarder le climat de paix qui est indispensable au peuple congolais.

Par ailleurs, ils ont rappelé l'impérieuse nécessité de recourir au dialogue comme solution féconde de résolution de tout différend.

Roger Ngombé



Une vue des membres du bureau de l'A.A.M.R

publique (A.A.M.R), que dirige Hebert Kakoula Kadi, a exhorté tous les acteurs politiques à favoriser un climat

AM.R leur a demandé de banir la violence sous toutes ses formes avant, pendant et après les élections. Elle

Jean Marie Michel Mokoko réaffirme sa candidature

Rentré à Brazzaville le 09 février, l'ancien conseiller du chef de l'Etat chargé des questions de paix et de sécurité, Jean Marie Michel Mokoko, candidat annoncé à l'élection présidentielle du 20 mars prochain, entend mener sa campagne électorale sur le triptyque apaisement, assurance et rassemblement.

Dans une interview qu'il a accordée à la presse à son domicile, l'ancien chef d'état major des Forces armées congolaises s'est dit heureux de retrouver son pays après quatre à cinq mois d'absence. « J'avais déjà annoncé que je rentrerais au pays pour remplir les formalités exigées aux candidats à l'élection présidentielle fixée à la date que vous connaissez »,

a-t-il indiqué, avant d'ajouter, « je vais dire aux Congolais que j'ai un triptyque : Apaiser, rassurer et assembler ».

Signalons cependant que le retour de Jean Marie Michel Mokoko a été émaillé de quelques incidents à l'aéroport Maya-Maya que ce dernier a vigoureusement condamné. « J'ai été désagréablement surpris d'être accueilli de la façon la plus sauvage qui soit. Il est regrettable qu'au 21ème siècle et dans un pays où l'on prétend construire la modernité, que les gens se comportent de la sorte. Tout simplement parce qu'un citoyen veut exercer son droit légitime d'être candidat à une fonction élective, qu'il soit accueilli de la sorte

par des policiers... Je dis bien des policiers. Je suis de ce métier, je sais comment les choses se passent », a-t-il signifié.

« J'ai eu tout juste le temps de saluer deux personnalités quand on m'a poussé dans la voiture et là, on a commencé à tirer des lacrymogènes. Je dénonce avec la dernière énergie cette attitude de sauvagerie et j'appelle donc l'attention de l'opinion nationale et internationale sur ces comportements d'un autre âge », a-t-il indiqué en substance.

Il a, par ailleurs, dit ne pas se prêter à ce jeu, avant d'appeler tous ceux qui vont lui accorder leur suffrage à ne pas réagir à ces actions.

Jean Jacques Koumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INFRASTRUCTURES

Denis Sassou N'Guesso dans la Sangha pour inaugurer la route Ketta-Sembé

Le président de la République est arrivé, ce 10 février, en début d'après-midi, à Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha, en compagnie de son épouse, Antoinette Sassou N'Guesso. Il procède aujourd'hui à l'inauguration de la route reliant le village de Ketta, sur la Nationale numéro 2, à 28 kilomètres de Ouesso, au district de Sembé vers la frontière du Cameroun.

Long de 166 km, ce tronçon est le premier module de la route Ketta-Djoum, qui mesure quant à elle 312 km et dont les travaux avaient été lancés côté congolais par le chef de l'Etat en 2012.

Ketta-Djoum est une route d'intégration sous-régionale qui devra à terme relier le Congo au Cameroun, Djoum étant la localité du Cameroun à la frontière avec le Congo.

Comme cela est souvent le cas lorsqu'il est reçu à l'intérieur du pays, le couple présidentiel a été chaleureusement accueilli par les populations et les autorités de la Sangha, à travers un bain de foule ponctué de chants et de danses.

Gankama N'Siah



L'accueil du couple présidentiel à Ouesso, le 10 février./Adiac

PRÉSIDENTIELLE 2016

Les Compagnons de Mbounda soutiennent la candidature de Denis Sassou N'Guesso

Les membres de l'association les « Compagnons de Mbounda » ont réitéré leur soutien indéfectible au président Denis Sassou N'Guesso, le 7 février à Brazzaville, dans une déclaration publiée à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire.

Les Compagnons de Mbounda est une mutuelle qui regroupe tous les anciens élèves de l'école de Mbounda, située à Dolisie, dans le département du Niari, parmi lesquels le président Denis Sassou N'Guesso. Au cours de leur assemblée générale extraordinaire, placée sous la direction du deuxième vice-président, Alphonse Gouemo, les membres de cette association ont entre autres statué sur le fonctionnement global de leur organisation. A l'issue de cette concertation, ils ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils invitent le président Denis Sassou N'Guesso, « leur ami de Mbounda », à faire acte de candidature, à l'élection présidentielle du 20 mars prochain. « L'Assemblée générale extraordinaire de la Mugecom demande au Compagnon Denis Sassou N'Guesso, à se porter candidat à l'élection présidentielle du 20 mars 2016, comme la constitution le lui autorise. Bien que l'œuvre humaine ne soit pas parfaite, nous marquons notre adhésion et notre soutien total à notre frère, ami et compagnon Denis Sassou N'Guesso », relève la déclaration. Dans celle-ci, les Compagnons de Mbounda justifient leur choix sur le président Denis Sassou N'Guesso, par le fait qu'il est actuellement l'homme qu'il faut pour conduire le pays vers un développement harmonieux. « Pour nos enfants, nos petits-enfants et au-delà, pour tout le peuple congolais, nous affirmons ce jour, haut et fort que oui, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, notre pays est en train de changer positivement », insiste la déclaration. Pour permettre la tenue d'une élection démocratique, transparente et apaisée, les « Compagnons de Mbounda » exhortent tous les acteurs politiques, et le peuple congolais à faire preuve de retenue et de bonne conduite. En guise de soutien à leur candidat et pour lier la parole à l'acte, ils ont organisé une quête dont l'argent collecté sera transmis à qui de droit.

Firmin Oyé

OEIL DU PEUPLE

Djibril Bopaka attaché aux conclusions du dialogue de Sibiti

La plateforme de la société civile, l'Oeil du peuple que préside El hadj Djibril Abdoulaye Bopaka a réaffirmé le 6 février à Brazzaville son attachement aux conclusions du dialogue de Sibiti.

Les membres de cette plateforme se sont ainsi prononcés au cours d'une réunion consacrée à l'examen de la situation politique nationale.

« Nous restons très attachés à toutes les recommandations prises par le pôle de consensus de Sibiti et cela veut dire que nous voulons avoir un seul candidat à l'élection présidentielle du 20 mars 2016 », a déclaré El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka. Il a ensuite encouragé les représentants des treize associations affiliées à se faire enrôler dans les listes électorales et à soutenir toute initiative liée à la nouvelle Constitution. « Je vous encourage à poursuivre votre combat. Créé le 20 octobre 2013, l'Oeil du peuple, poussé par la conscience républicaine avait publié une ébauche de la Constitution pour ainsi inciter les acteurs politiques à emboîter le pas », a lancé le président Bopaka. Il a rappelé que lors des concertations politiques nationales, l'Oeil du peuple avait fortement soutenu, l'idée du changement de la Constitution. « Après le dialogue tenu à Sibiti, nous avons noté que 90% de nos préoccupations étaient prises en compte. D'ailleurs, c'est ce qui fait que nous faisons partie du pôle de consensus de Sibiti », a-t-il indiqué. Avec l'ensemble des associations et partis politiques réunis autour du pôle de consensus de Sibiti, l'Oeil du peuple a mené plusieurs campagnes de sensibilisation des citoyens sur l'importance des décisions prises en faveur du dialogue de Sibiti. La représentativité de l'Oeil du peuple est nationale. « Dans les départements, nous avons demandé au peuple congolais de marquer leur adhésion à la nouvelle République », a-t-il rassuré.

Cette plateforme, souligne son président, a encouragé la promulgation de la nouvelle Constitution et demandé au chef de l'Etat de respecter les clauses du dialogue de Sibiti, avant de se féliciter de la participation des partis de l'opposition, de la mouvance présidentielle et des individualités à l'élection présidentielle du 20 mars prochain. « La démocratie fonctionne bien au Congo. Nous demandons à tous les acteurs politiques de mener leur campagne dans la paix et la sérénité », a conclu le président de l'Oeil du peuple.

Fortuné Ibara

La population d'Owando appelée à s'inscrire sur les listes électorales

En séjour dans le chef-lieu du département de la Cuvette, les députés des deux circonscriptions électorales d'Owando, Gilbert Ondongo, et Abel Owassa, ont organisé le 6 février en soirée, une rencontre citoyenne pour inciter les populations à participer à l'opération de révision des listes électorales en cours dans le pays.

Après avoir organisé une rencontre le 17 janvier à l'hôtel de ville de Brazzaville où ils ont réclamé, haut et fort, la candidature du président de la République à l'élection présidentielle du 20 mars prochain, les cadres et fils du district d'Owando viennent d'effectuer une descente sur le terrain. En effet, sous la houlette du membre du bureau poli-

ment l'élection présidentielle. J'ai demandé à la population pendant que se passe la révision des listes électorales de se rapprocher des autorités administratives, des personnes qui sont en charge de cette opération de sorte que chacun s'assure qu'il a son nom sur la liste », a expliqué le ministre en charge des Finances.

Selon lui, l'élection présiden-

didat et de se faire établir des pièces d'identité. Conscientes de l'enjeu de l'heure, les populations d'Owando ont émis quelques inquiétudes liées au déroulement de l'opération de révision des listes électorales dans la ville. « Nous avons pris bonne note des difficultés que ces populations rencontrent et nous sommes en train de travailler avec l'administration et les personnes en charge de la révision des listes électorales de sorte que toutes ces difficultés soient dénouées le plus vite possible », a assuré Gilbert Ondongo.

De son côté, le député Abel Owassa qui s'est exprimé en premier, a rappelé aux participants les conclusions des démarches que l'Initiative des ressortissants du district d'Owando pour l'appel à candidature du président Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle du 20 mars 2016 a déjà mené. En effet, d'après lui, à l'issue de la rencontre du 17 janvier qui avait permis de totaliser une somme d'environ 34 millions FCFA, 25 millions FCFA ont été remis à main propre au chef de l'Etat, en guise de caution pour sa candidature.

Rappelons qu'au cours de cette rencontre citoyenne à laquelle ont pris part d'autres cadres du district d'Owando dont le député siégeant de la première circonscription électorale, Emmanuel Ebola, les orateurs se sont exprimés au nom « d'Atsoô la Sassou (tous derrière Sassou) », un slogan qu'ils utilisent pour la circonstance.

Parfait Wilfried Douniama



Les participants ; crédit photo Adiac

tique du Parti congolais du travail (PCT), Gilbert Ondongo, des milliers de personnes se sont réunies à son domicile d'Owando pour des conseils éventuels au sujet de l'élection présidentielle à venir.

« Il a été question d'une chose essentielle : sensibiliser l'ensemble de la population à l'enjeu national à venir, notam-

tielle du 20 mars prochain est un grand combat qu'il faudrait prendre au sérieux, surtout au regard du nombre de candidatures déjà déclarées. Pour réélire le président Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour, il a demandé aux populations du district d'Owando de s'inscrire sur les listes, d'aller voter massivement le 20 mars leur can-

Caisse de Retraite Des Fonctionnaires

COMMUNIQUE

Le Directeur Général de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires (CRF) invite tous les pensionnés relevant de son administration, non recensés lors des collectes réalisées dans le cadre de l'Audit des titres des arriérés et arrérages de pension, à se présenter au plus tard le 12 février 2016 (dernier délai), munis de l'original de leur titre de pension dans les différents sites suivants :

Direction Générale de la CRF à Brazzaville,
Direction Générale de la CCA à Brazzaville et à l'antenne de Pointe-Noire,
Toutes les Directions Départementales de la CRF.

Il est rappelé que ceux qui ne se présenteront pas dans les délais requis ne seront pas pris en compte.

Fait à Brazzaville le, 04 février 2016
Le Directeur Général ;

Albert OTINA

VISITEZ LE MUSEE GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo
Galerie CONGO

du LUNDI
au VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CERAMIQUES MUSIQUES

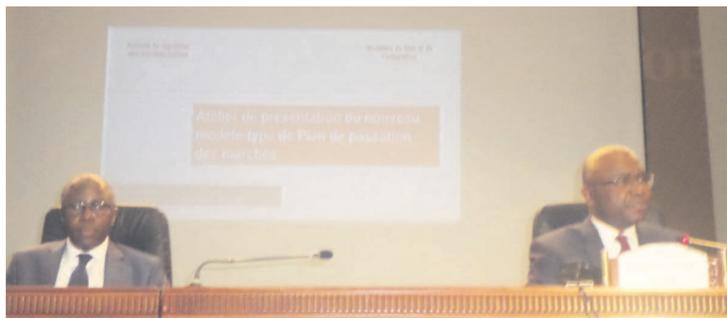
L'art dans sa **Généralité**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Dents Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpaïa)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

MARCHÉS PUBLICS

Le Congo se dote d'un modèle-type de plan de passation des marchés

L'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), sous le contrôle de son directeur général, Martin Obami, a lancé récemment, un nouveau modèle de plan de passation des marchés publics. L'objectif dudit plan est de rendre plus transparent le processus de passation des marchés au Congo, en l'adaptant au système des budgets-programmes.



Léon Raphaël Mokoko (à droite) et Martin Obami

Le nouveau plan de passation des marchés publics a été lancé récemment en présence du ministre du Plan et de l'intégration, Léon Raphaël Mokoko. Sa mise en œuvre s'inscrit dans le cadre de l'application des résolutions prises par le conseil des ministres du 25 mars 2015, exigeant l'usage des budgets-programmes.

Ce nouveau modèle du plan d'exécution des marchés est destiné à assurer la continuité de gestion des marchés entre la phase de passation et celle d'exécution des marchés. L'objectif étant de s'assurer que la disponibilité des crédits d'un marché est garantie, jusqu'à la réception définitive de l'ouvrage. Ce document se subdivise en deux volets essentiels. Le premier volet est destiné à fournir des informations relatives à l'identification du projet, mais aussi à la planification chronologique de l'ensemble des étapes qui suivent le processus de passation. Le dernier volet, quant à lui, concerne les projets en cours d'exécution, pour lesquels les projets planifiés sont présentés en termes de niveau d'exécution physique et financière, ainsi que le montant des crédits budgétaires sollicités par le maître d'ouvrage en cours de l'exercice. « De manière plus spécifique, la réalisation des opérations de passation et d'exécution des marchés publics se fera de façon synchronisée et suivra le rythme de la progression générale des différentes activités », précise le directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics, Martin Obami. L'usage du nouveau modèle de plan de passation des marchés, renchérit le directeur général de l'ARMP, devra permettre, entre autres, d'assurer la gestion de la passation des marchés sur une période plus longue que l'échéance annuelle traditionnelle. Le même plan vise aussi à assurer le suivi des marchés, plus précisément dans leur phase d'exécution, afin de s'assurer l'harmonie budgétaire affectée à leur règlement au cours de chaque exercice. Dans son mot de circonstance, le ministre du Plan et de l'intégration, Léon Raphaël Mokoko, a souligné la nécessité de la mise en œuvre de ce nouveau processus de passation des marchés, fondé sur les budgets-programmes.

Rappelons que le budget-programme est un nouveau système de passation des marchés, plus adapté et plus transparent, permettant de contrôler toute les étapes du marché, depuis son attribution jusqu'à la livraison de l'ouvrage. Sa mise en œuvre permettra au Congo de quitter l'ancien système fondé sur le budget par objectif.

Firmin Oyé

PATRONAT

L'Unoc et le Copeco signent un protocole d'accord

Les deux groupements patronaux ont signé ce protocole d'accord le 4 février à Brazzaville au cours d'une assemblée générale. Objectif : défendre les intérêts moraux et matériels de leurs membres dans un esprit d'initiative et de solidarité.

Ces deux syndicats se sont convenus de mutualiser leurs actions afin de contribuer à l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire régissant le secteur privé national. Désigné Premier-président de cette alliance, El Hadji Djibril Abdoulaye Bopaka, dont le mandat est rotatif, a fait savoir que ce protocole d'accord leur permettra de défendre les causes de ceux qui ont perdu leur force et ceux qui sont souvent mal gérés par leurs partenaires publics, notamment le ministère de l'Economie et des finances.

Au cours de cette assemblée générale, les opérateurs économiques ont réclamé à l'Etat le paiement de leur dette intérieure. Ils se sont indignés du fait du non traitement par le ministère des Finances de leurs dossiers. Près de 3621 marchés non signés moisissent dans les



Les deux présidents signant le protocole d'accord / photo adiac

étagères de ce ministère.

« Point n'est besoin de faire des sit in devant le ministère des finances pour que l'Etat soit interpellé, nous ne le ferons pas, nous sommes des responsables et des patrons, nous respectons le dialogue jusqu'à son aboutissement », a dit le Premier-président Abdoulaye Bopaka. Et d'ajouter : « Nous ne croiserons pas les bras ni ne reculerons pas malgré les menaces faites à notre égard. Nous ne revendiquons que nos droits, l'Etat doit respecter le code des marchés publics, le ministre doit être également payé, c'est un engagement de l'Etat ».

Djibril Bopaka a, par ailleurs, invité les opérateurs économiques à faire preuve de sagesse et de sérénité. Faisant le point de l'actualité politique nationale, les opérateurs économiques se disent prêts à soutenir le candidat de la nouvelle République, qui garantirait la paix ; la sécurité et l'épanouissement du secteur privé national. Une feuille de route a été mise en place, celle-ci sera transmise au président de la République et au ministère des Finances. Notons que le COPECO était représenté à ces assises par son président Paul Nestor Mouandzibi Ndinga.

Rosalie Bindika

REINSERTION SOCIALE

Les jeunes déscolarisés entament leur formation

Le directeur du cabinet du ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Arsène Claude Amona, a lancé officiellement le 9 février, la formation des jeunes vulnérables à l'Agence nationale de l'artisanat, en présence du maire, Jacques Elio

Au total, 345 jeunes déscolarisés âgés de 16 à 19 ans sont concernés par cette formation de la sous composante 1.3. Ils bénéficieront pendant un an, de cours d'alphabétisation fonctionnelle et d'apprentissage aux différents métiers : couture, soudure, menuiserie, mécanique auto, coiffure, maçonnerie, carrelage, pâtisserie, plomberie, transformation agroalimentaire etc.

La formation s'inscrit dans le cadre du projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE), un projet cofinancé par le gouvernement et le fonds de l'IDA de la Banque mondiale.

Ces jeunes ont été retenus et sélectionnés sur la base des critères d'âge, de niveau scolaire et de degré de vulnérabilité selon les méthodes de la Banque mondiale fondée sur l'objectivité, l'équité, l'égalité de chance et la transparence.

Les enseignements seront donnés par les maîtres artisans fédérés par l'Agence nationale de l'artisanat qui a signé un protocole d'accord avec le PDCE afin de l'appuyer dans la mise en œuvre du projet. Le coordonna-

teur du projet, Michel Kouba a indiqué dans sa présentation : « d'autres maîtres artisans seront sélectionnés, sous peu, selon les mêmes procédures afin de former un plus grand nombre de jeunes, car notre objectif est d'atteindre 6000 jeunes en 5 ans ».

Il a par ailleurs assuré ces jeunes des primes de transport afin de les motiver à participer et à être assidus. « Les garçons retenus pour la formation, percevront une prime de motivation d'encouragement de 4875 francs CFA par semaine de formation, payable par semaine sur la base des preuves de présences. Pour les filles ayant des enfants avant leur intégration au programme, elles percevront 6.000 francs CFA par semaine ».

Lançant la formation, le directeur de cabinet, Arsène Claude Amona a invité les apprenants et maîtres artisans à l'assiduité. « Les formateurs doivent donner des enseignements de bonne qualité aux apprenants, car le gouvernement et la Banque mondiale ont toute leur disposition afin que rien ne

manque sur le terrain ».

Rappelons que la cérémonie a été sanctionnée par la remise des documents selon les filières.

Le projet de développement des compétences pour l'employabilité a l'ambition de former 15.000 jeunes de Brazzaville et Pointe-Noire aux différents métiers. Il vise à améliorer son efficacité et sa qualité, tout en augmentant l'accessibilité conformément aux demandes actuelles et futures du marché de l'emploi.

Cette formation est subdivisée en sous composantes : assurer la formation professionnelle, l'insertion professionnelle et l'appui à l'entrepreneuriat de 8000 jeunes vulnérables notamment ceux âgés de 17 à 30 ans. Autres composantes : financer la mise sur pied d'un programme de formation destiné à 1.000 jeunes micro-entrepreneurs, programme devant leur permettre d'améliorer la productivité de leurs activités commerciales ainsi que de renforcer les capacités techniques de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du ministère de l'Enseignement technique professionnel de la formation qualification et de l'emploi, en vue de mieux planifier, coordonner et appuyer les systèmes de l'enseignement technique et professionnel dans le pays.

Lydie Gisèle Oko



Une expertise à votre portée

Des formations pour boostez votre carrière ! A Brazzaville et à Pointe-Noire, ci-dessous le programme. Contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45|06 859 76 20- Email : inscription@iprc-training.org|iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

La coopération décentralisée

03 jours

8-10 février

Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet-niveau 2 (les fondamentaux)

05 jours

8-12 février

Gestion et fonctionnement des instances représentatives du personnel

03 jours

8-10 février

Evaluer l'efficacité de vos actions de communication

03 jours

10-12 février

Les techniques de recouvrement des créances

03 jours

8-10 février

Administratifs et secrétaires de direction

03 jours

10-12 février

Gestion efficace des archives et classements

04 jours

8-11 février

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Plusieurs militaires font leurs adieux aux armes

Les membres du commandement des Forces armées congolaises (FAC), les officiers généraux, les officiers, officiers mariniers, sous-officiers, aviateurs, militaires de rang, femmes et hommes d'équipage, se sont retrouvés, le 6 février, autour du chef d'état-major général des FAC, Guy Blanchard Okoi, à l'occasion d'une cérémonie conjointe de levée des couleurs et d'adieu aux armes des militaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite à compter du 31 décembre 2015.



Guy Blanchard Okoi (au centre) avec les officiers des FAC et ceux admis à la retraite

Deux temps forts ont marqué cette cérémonie. D'abord, la levée des couleurs et la rétrocession symbolique des attributs; les allocutions: le mot du retraité et celui du chef d'état-major général des FAC qui, après avoir rendu hommage à ces valeureux fils du Congo ayant servi sous le drapeau avec abnégation, loyauté et courage, les a félicités pour toutes les années offertes au service de la nation.

Le deuxième temps fort a été la remise des titres de reconnaissance à un échantillon de mili-

itaires admis à la retraite. Interrogé à l'issue de la cérémonie, l'un des retraités, le colonel Honoré Nzomio Mouloundou a répondu par ces mots : « J'ai deux sentiments qui m'animent. Le premier c'est celui du travail bien accompli, d'une mission bien accomplie et je peux m'en rejouir. C'est une grâce de Dieu d'avoir terminé ma carrière debout comme je le suis. Le deu-

xième sentiment c'est que je quitte cette corporation qui m'a vu naître parce que j'ai passé toute ma vie dans les FAC, c'est-à-dire, je suis passé à l'école générale Leclerc et je termine dans les FAC. Et une vie comme ça, on ne l'oublie pas facilement ».

Signalons que cette cérémonie a été sanctionnée par une parade militaire suivie d'un repas.

Guillaume Ondzé

RISQUES ET MENACES

La France sécurise ses entreprises à l'étranger

C'est dans un contexte marqué par la multiplication et la diversification des risques et menaces, que s'est tenue la 10^e conférence sur la sécurité des entreprises françaises à l'étranger. Quelques avancées ont été notées, notamment pour les voyageurs d'affaires.

La rencontre sur la sécurité des entreprises françaises était placée sous le signe du partenariat entre les acteurs ministériels et les entreprises françaises à l'étranger, toute taille et tout secteur confondus. Les intervenants ont posé la question des risques politiques, naturels et industriels qui menacent de manière continue la sécurité de l'entreprise.

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et du développement international (Maedi), Christian Masset a rappelé que ces risques se sont diversifiés dans le monde et sont de plus en plus complexes.

Vers la mise en place de « Maedi 21 » pour une « diplomatie globale »

Christian Masset a insisté sur la mise en place d'une nouvelle réforme dénommée « Maedi 21 » pour une « diplomatie globale » du 21^e siècle. La réforme Maedi 21 est « une réforme ambitieuse », qui vise à instaurer une diplomatie globale reposant sur 3 piliers, à savoir : l'adaptation de l'action extérieure; la simplification pour un service public de qualité; la gestion des hommes et des femmes du Maedi.

Cette réforme mise sur une action collective indispensable au développement à l'international et entend consolider les partenariats avec les acteurs non étatiques comme les établissements d'enseignement, les grandes entreprises multinationales et les Ong.

Nouveauté pour les voyageurs d'affaires

Ce sont là des alliances visant à garantir une indépendance et un cercle de solidarité fondée sur la francophonie, l'importance de la relation avec les Français de l'étranger dans « un monde où chacun est potentiellement un acteur de relations internationales », souligne un communiqué. Mais aussi la création d'une interaction bénéfique dans la gestion des crises ou la facilitation de l'implantation des entreprises à l'international, à travers les partenariats avec Business France et Expertise France. Le centre de crise et de soutien (CDCS) entend mobiliser et coordonner l'ensemble des moyens du Quai d'Orsay et des administrations. Il compte également agrandir son champ d'actions et proposer des méthodologies en vue d'apporter son aide aux PME qui veulent s'implanter à l'international. Il offre aussi des conseils aux voyageurs à trajet à court séjour. Le Quai d'Orsay va créer un onglet sur son site de « conseils aux voyageurs d'affaires » de courte durée. Il leur sera proposé des conseils sur les questions de risques. L'inscription garantit l'envoi de recommandations de sécurité par courriels au cas où la situation dans le pays le justifie. Le président du conseil Magellan, Jean Pautrot, a rappelé que le risque n'est plus cartographiable mais omniprésent.

L'objectif du projet est de minimiser les risques aux salariés français de l'étranger et « affronter les crises ensemble ». Pour le directeur de la sûreté d'Air France « transmettre aux autorités les informations sur les salariés de l'étranger est indispensable ». Lors de la prise d'otage à Bamako, Air France « était en contact permanent avec les autorités locales et suivait la situation en temps réel, il a pu donc transmettre aux forces d'interventions des informations précises sur l'occupation de telle ou telle chambre », a-t-il indiqué. Il y a là une forte collaboration avec les entreprises « pour anticiper, réagir avec pragmatisme aux risques », a-t-il expliqué. Le directeur la sûreté du Groupe Technip, Laurent Merayde, administrateur des directeurs de Sécurité des entreprises et président de la commission Sûreté internationale (Cindex), a déclaré que l'entreprise était la seule responsable pour assumer les risques. Le directeur du CSS, Patrice Poali, est allé plus loin. Il considère « l'entreprise comme une entité crédible ».

Noël Ndong

PIRATERIE MARITIME

Le Mt Leon Dias, un navire recherché au Nigeria et retrouvé au Bénin

Le Mt Leon Dias, un navire pétrolier battant pavillon Libéria détourné par des hommes armés a été retrouvé aux larges des côtes béninoises par la marine marchande de ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Le Mt Leon Dias a été retrouvé dans les eaux béninoises, à environ 7,5 milles nautiques au large du port de Cotonou. La marine nigériane pense que le Bénin est dans une meilleure position pour fournir des détails sur ce navire-citerne qui ne figure pas sur la région côtière du Nigeria. Le navire aurait été détourné par des militants du Biafra la semaine dernière alors qu'il se dirigeait vers Bata en Guinée équatoriale, selon la marine nigériane. Ses assaillants ont menacé de tuer son équipage et de faire sauter le navire à moins que le chef de file des peuples indépendants du Biafra, Nnamdi Kanu, soit libéré par le gouvernement nigérian. Des sources navales, on apprend que le navire Mt Leon Dias a été attaqué le 29 janvier 2016, dans le Golfe de Guinée en position 02 30N 005 35E. Pour l'instant, personne ne peut se prononcer s'il s'agissait d'une attaque de pirates ou de détournement.

Selon un rapport de piratage de la marine nigériane et des entreprises de sécurité britannique appartenant à Ocean Marine Solutions et PGS Group, « ce navire a été attaqué aux environs de minuit : cinq membres d'équipage ont été pris en otage, et le premier officier a été grièvement blessé. Dès sa localisation à Bata, le navire s'est retourné pour se diriger vers Cotonou, où il se trouve actuellement, aux mains de la marine béninoise.

N.Nd.

WEEK-END SASTRONOMIQUE ESPAGNOL
12, 13, 14 ET 15 FÉVRIER 2016

PHELLA TAPAS SOUP SALAD

Vendredi 12 février : Soirée Phella à « La Phella »
Samedi 13 février : Soirée St Valentin au "Ramboulet"
Tarif Spécial St Valentin
Dimanche 14 février : Dîner de Phella & Tapas à « La Phella »
Lundi 15 février : Dîner Buffet Espagnol au « Ramboulet »

Plus d'infos, contactez "Boulot" au 78 000 26 00
www.boulot.com

LEDGER
HOTELS & RESORTS
www.ledger.com

PRÉSIDENTIELLE TCHADIENNE 2016

Idriss Deby candidat de son parti pour un 5^e mandat

Au Tchad, l'élection présidentielle est prévue le 10 avril prochain. Dans la perspective de ce scrutin, le président sortant, Idriss Deby Itno, a été choisi par son parti, le Mouvement patriotique du Salut, comme candidat pour briguer un 5^e mandat.

Dans son intervention à la clôture du congrès extraordinaire du Mouvement patriotique du Salut, le parti au pouvoir dont il est le fondateur, Idriss Deby Itno qui a accepté de se représenter à la présidentielle, a mis en garde tous ceux qui s'hasarderaient à troubler la paix dans son pays. « Pour ce qui me concerne, vous ne pouvez qu'être certains que je ne laisserai personne venir troubler cette paix pour assouvir des intérêts égoïstes (...). Nous disons un grand non, la ligne rouge est tracée », a-t-il insisté. « Je sais que vous attendez simplement la bataille pour en découdre simplement avec ces rigolos-là », a-t-il lancé à ses partisans. Idriss Deby est arrivé au pouvoir en 1990, après avoir renversé Hissène Habré. Il a déjà été élu président de la République à quatre reprises, à une majorité toujours écrasante.

Nestor N'Gampoula

FRANCE/MALI

Rencontre entre IBK et François Hollande

En visite privée à Paris, le président malien Ibrahim Boubacar Keita (IBK) s'est entretenu, le 9 février, avec son homologue français, François Hollande. IBK et François Hollande ont abordé la situation sécuritaire dans la sous-région et au Mali, ainsi que la coopération entre leurs deux pays.

Les deux chefs d'Etat ont souligné leur détermination à lutter contre les groupes terroristes, l'importance de la coopération internationale notamment celle portée par le G5 au Sahel, la Minusma et la force française Barkhane. Ils ont réitéré leur soutien à l'accord d'Alger, qui appelle au retour à la paix au Mali, et leur souhait d'une accélération de sa mise en œuvre afin que le désarmement et la réintégration de certains combattants des groupes armés soient effectifs. François Hollande a rappelé la mobilisation de l'aide publique au développement de la France en faveur du Mali et l'attention portée par la communauté internationale à sa construction, en référence à la conférence de l'OCDE. Il s'est réjoui de la reconstruction des mausolées de Tombouctou.

Noël Ndong

Prochaine visite de Manuel Valls au Mali et Burkina Faso

Le Premier ministre français Manuel Valls se rendra au Mali les 18 et 19 février puis au Burkina Faso le 20 février, a-t-on appris de source proche de son cabinet.

Manuel Valls effectuera le déplacement de Bamako et Ouagadougou pour rencontrer les présidents des deux pays récemment frappés par des attentats djihadistes et rendre visite aux troupes françaises basées au Mali et au Burkina Faso. Le Premier ministre ira « témoigner du soutien de la France au Burkina Faso et au Mali et de sa reconnaissance à tous ceux (...) qui ont participé à la gestion de la crise et s'investissent au quotidien pour porter assistance aux gouvernements et peuples de la région », selon son cabinet.

A Bamako, la capitale malienne, Manuel Valls devra, à l'issue de sa rencontre avec le président Ibrahim Boubacar Keita, se rendre auprès des troupes françaises de l'opération Barkhane engagée contre les groupes armés islamistes dans le Sahel. Il rencontrera aussi les militaires de la mission de formation de l'Union européenne au Mali puis le représentant des Nations unies auprès de la Minusma, la force onusienne venue renforcer l'armée malienne.

Le 20 novembre 2015 au Mali, une attaque djihadiste avait fait 20 morts dont 14 étrangers à Bamako, où des hommes armés avaient retenu en otage pendant plusieurs heures environ 150 clients et employés.

L'étape du Burkina Faso sera l'occasion, pour le Premier ministre français, de s'entretenir avec le nouveau président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré, sur les questions d'intérêt commun. Il faut signaler que plusieurs centaines de soldats français sont stationnés au Burkina, abritant notamment le QG des forces spéciales engagées au Sahel.

La visite de Manuel Valls intervient moins d'un mois après l'attaque djihadiste de l'hôtel Radisson Blue à Ouagadougou, soldée par la mort de 30 personnes, majoritairement des Occidentaux, et 71 blessés.

Nestor N'Gampoula

IN MEMORIAM



11 février 2008, 11 février 2016, voici 8 ans que le Seigneur avait rappelé auprès de lui son serviteur Emile Oko, les enfants, neveux et petits fils s'associent aux parents, famille et amis pour exprimer leur profonde gratitude envers tous ceux qui l'ont connu. Le Seigneur nous l'avait donné pour notre joie et l'a rappelé pour sa grande gloire. Papa, nous ne t'oublierons jamais.

CYBERCRIMINALITÉ

Les pays francophones prônent la tolérance zéro

Le phénomène de la cybercriminalité constitue un obstacle aux investissements et une menace pour la paix et la stabilité des Etats, ont admis les participants à la conférence internationale sur le renforcement de la cyber-sécurité et cyber-défense dans l'espace francophone qui s'est achevée mercredi à Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire.

Les acteurs de la rencontre pointent du doigt le cyber-terrorisme qui représente, selon eux, une porte d'entrée de l'extrémisme religieux. Il est important que sur cette question, a estimé le ministre ivoirien de l'intérieur, Hamed Bakayoko, qu'il y ait une vigilance et une tolérance zéro sur l'application des mesures préventives par les opérateurs. « Certes, nous devons préserver la liberté des uns et des autres, mais nous devons aussi veiller à ce que cette liberté ne soit pas une menace. Il n'est plus acceptable dans nos pays, que derrière une adresse e-mail, derrière un numéro de téléphone, il ne soit pas identifié la personne qui assume les actes criminels. », a déclaré le ministre ivoirien de l'Intérieur,

hôte de la conférence.

L'objectif de la rencontre initiée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), vise à échanger sur les meilleures pratiques dans le monde ; élaborer à l'intention des hauts dirigeants de la Francophonie un projet de déclaration de principes sur la cyber-sécurité et cyber-défense dans l'espace francophone et, proposer une initiative de renforcement de la cyber-sécurité et cyber-défense. Plus de 100 experts présents à la conférence ont ainsi dénoncé la cybercriminalité comme un « obstacle au développement économique et social de (leurs) pays membres ».

La Côte d'Ivoire est considérée comme plaque tournante de la cybercriminalité dans l'espace francophone. Le nombre

d'abonnés à internet a augmenté à toute vitesse (passant de 200 000 à huit millions pour la seule Côte d'Ivoire entre 2012 et 2015) et la fraude se développe également rapidement, selon les autorités du pays. En 2013, la cyber-fraude a coûté 39 millions d'euros à la Côte d'Ivoire, reconnue pour l'habileté de ses cybercriminels, à l'œuvre depuis le début des années 2000. Ce phénomène qui s'est rapidement répondu au sein de l'espace ouest africain, a poussé l'OIF, dans la foulée du sommet de Dakar de 2014, à initier une conférence internationale sur le sujet. Un document sur la Stratégie économique avait été adopté pour lutter contre la cyber-sécurité, mais aussi la mise en place « des cadres réglementaires et législatifs modernes qui garantissent les droits et libertés sur Internet, le respect de la vie privée et la protection des données personnelles ».

Fiacre Kombo

RÉGION DES GRANDS LACS

Le 6^e sommet de la CIRGL se penchera sur la situation politique et sécuritaire

Luanda, la capitale angolaise accueillera vendredi le 6^e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Conférence internationale pour la paix dans la région des Grands Lacs.

Les questions liées à la situation politique et sécuritaire dans un certain nombre de pays membres de l'organisation, comme le Burundi, la Centrafrique, la République démocratique du Congo ainsi que la situation humanitaire préoccupante dans la région des Grands Lacs seront au menu des travaux de la rencontre.

D'après un communiqué, une série de réunions préparatoires, dont celles des chefs d'état-major des armées, des ministres de la Défense, de leurs homologues des Affaires étrangères et celle des coordonnateurs nationaux des CIRGL, précéderont le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.

Les ministres des Affaires étrangères devront à cette occasion examiner et recommander au sommet, les candidats pour le poste de secrétaire général exécutif du CIRGL, suite à la fin du sortant, Tumba Luaba de la République démocratique du Congo. À ce propos, le Burundi, le Kenya ou encore le Soudan ont déjà annoncé leurs candidatures au poste de secrétaire exécutif de la Conférence.

Pour ce qui est de la situation

au Burundi, la CIRGL fait déjà partie de la médiation internationale, aux côtés de la Communauté de l'Afrique de l'est (CEA), de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations unies, dans le but de sortir ce pays d'une grave crise politique. Celle-ci est notamment liée à un conflit électoral entre le pouvoir et l'opposition.

L'examen de la situation en Centrafrique et en RDC s'avère aussi important. Ceci parce que la RCA est en plein processus électoral laborieux de sortie d'une longue guerre civile alors qu'en RDC, la communauté internationale craint l'absence d'un calendrier précis à l'approche des élections générales de cette année, qui suscitent déjà de fortes tensions dans les milieux politiques tant à Kinshasa que dans les régions. L'une des préoccupations du CIRGL est de préserver les ressources naturelles de la région. C'est pourquoi, les dirigeants de cette espace avaient, lors du 5^e sommet ordinaire tenu à Luanda, encouragé l'accélération de la mise en œuvre de six outils pour la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et une opérationnalisation rapide de

l'Unité technique pour les ressources naturelles. Ils s'étaient alors réjouis du lancement du Certificat régional en RDC et au Rwanda. Ils avaient en même temps recommandé l'extension du processus de certification dans les autres pays membres, y compris les conditions nécessaires qui crédibiliseraient ce processus et renforceraient la capacité du Comité d'audit de la CIRGL. Les participants avaient aussi exhorté les Etats membres n'ayant pas encore accédé au processus ITIE à s'y employer.

La CIRGL, rappelons-le, a été créée pour faire face aux nombreux conflits politiques qui couvaient dans la région des Grands Lacs et ont fini par donner lieu à un génocide en 1994 au Rwanda, avec plus de 800 000 victimes. Ce génocide impacta la stabilité de la RDC par un flux massif de millions de réfugiés rwandais et la prolifération de plusieurs rébellions armées de la sous-région du territoire de la RDC.

Outre cela, la CIRGL aborde dans ses principaux programmes, entre autres, des sujets portant sur la démocratie, la bonne gouvernance, le développement économique et l'intégration régionale ainsi que les questions liées aux droits de l'Homme.

N.N'G.

Paris

Au départ de Pointe-Noire

à partir de

500 000

*FR CFA TTC
A/R



* Période de vente jusqu'au 28 février et la durée de transport jusqu'au 31 Mai 2016.



الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc
 Les ailes du Maroc



royalairmaroc.com



Call Center 06 650 9999

COOPÉRATION

L'aide française au Congo évaluée à 18 milliards FCFA en 2015

C'est le montant que la France a débloqué pour le Congo en 2015. Il correspond à l'aide au développement économique et social comme l'a annoncé l'ambassadeur de France au Congo, Jean-Pierre Vidon, le 09 février dernier à Brazzaville, lors de la traditionnelle conférence de presse sur le bilan des actions de coopération, entre les deux pays et les perspectives pour 2016.

Au cours de cet échange, les responsables de la coopération française au Congo, représentés respectivement par Stéphane Madaule, directeur de l'Agence Française de développement (AFD) ; Michel Paris, attaché de sécurité intérieure ; le Colonel Bruno Malet, attaché de défense ; Michel Dhé, conseiller économique ; Richard MOUTHUY, conseiller de coopération et d'action culturelle, ont pris tour à tour la parole pour présenter d'une manière complète leurs différents secteurs de compétence.

Dans le domaine de la sécurité et de la défense entre la France et le Congo, le colonel Bruno Malet a fait savoir qu'elle est toujours dans la phase de croissance, avec sept projets pour un budget de fonctionnement de 0,350 milliards d'euros, destinés à améliorer la formation de la force publique (forces armées congolaises, police, gendarmerie et sécurité civile) ; à aider à la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée ; à accroître des structures administratives et financières de l'administration centrale, à appuyer la formation des cadres etc. La coopération de défense offre aussi des bourses dans les

écoles militaires françaises et dans les 16 écoles nationales à vocation régionale (ENVR) réparties dans dix pays d'Afrique que la France soutient en partenariat avec d'autres pays hôtes. Au total, 83 bourses ont été octroyées en 2015.

Le budget de la coopération en 2015 se présente de la manière suivante :

-Agence française de développement (AFD) : 149 millions d'euros
 -Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) : 1.119.043 euros
 -Coopération de Défense : 2.795.508 euros
 -Sécurité intérieure : 262.726 euros
 -Service économique (SE Brazzaville), à peu près 0,315 million d'euros
 Total : 27.532.277 millions d'euros, environ, 18 milliards FCFA

Dans le domaine de la coopération économique, le conseiller économique, Michel Dhé, a souligné l'importance des liens économiques entre les deux pays avec la présence de près de 200 entreprises françaises au Congo, qui emploient environ 15000 salariés.

Le C2D, un appui supplémentaire pour le développement économique et social

Dans le cadre du processus d'annulation de la dette bilatérale du Congo, un effort additionnel par la France a été consenti sous la forme C2D (contrat de désendettement et de développement), à hauteur

de 150,5 milliards FCFA (229,5 millions d'euros). En fin décembre 2015, le montant total C2D, pour la période 2010-2019 s'élève à 229 millions d'euros. Par ailleurs, une quinzaine de projets seront financés sur CD2 dans les secteurs du transport,

de l'énergie, du drainage et assainissement, de la formation professionnelle, de la santé, de la protection sociale, de l'agriculture et de la forêt. Plusieurs programmes sont d'ores et déjà retenus dans le domaine des infrastructures urbaines (97,7 milliards FCFA), dans les secteurs sociaux (31,5 milliards FCFA), agroforesterie (9,2 milliards FCFA), étude et renforcement de capacités (7,2 milliards FCFA). Les fonds non encore affectés s'élèvent à 4,6 milliards FCFA. En 2015, l'Agence Française de Développement (AFD), pilotée par Stéphane Madaule a annoncé les engagements financiers annuels à hauteur de 150 mil-

lions d'euros au profit du Congo sur les cinq années à venir et « la montée en régime des deux contrats de désendettement/développement ».

Dans le secteur de la santé, la France s'implique sous diverses actions. Aussi, dans le cadre de la lutte contre le VIH et la tuberculose, 19 millions d'euros seront investis pour 2016 et 2017. Pour soutenir la vaccination des femmes et des enfants, 4,6 millions d'euros seront débloqués. Plus de 13 milliards FCFA seront mobilisés pour la gestion des ressources humaines de santé ; la formation initiale et continue des personnels paramédicaux et l'appui aux structures sanitaires impliquant le CHU de Brazzaville.

En ce qui concerne le projet d'appui à la gestion durable des forêts (PAGEF), il est financé depuis 2008 par une subvention de 3,3 milliards FCFA en vue d'assurer une gestion durable des ressources forestières au sud du Congo.

L'appui à l'éducation et à la formation professionnelle

L'enseignement supérieur étant l'un des secteurs prioritaires de la coopération française, en 2015, elle aura consacré près de 157 millions FCFA à des bourses d'études ou de stages en France, ou dans les pays de la zone Franc, et 42 millions FCFA à la

venue au Congo d'experts pour y dispenser des formations. Au total, 58 bourses du gouvernement français ont été octroyées aux ressortissants congolais.

Dans ce cadre, l'AFD finance le projet PARSEF (3,9 milliards FCFA) visant la création, en lien avec le secteur privé, de centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (CEFA) dédiés aux métiers du bâtiment à Brazzaville et de la maintenance industrielle à Pointe-Noire ; la mise en place et le développement de partenariats avec des instituts locaux et étrangères de formation d'enseignants.

S'agissant de l'action culturelle de la France symbolisée par l'Institut français du Congo et l'antenne de Pointe-Noire, l'accent sera mis en 2016, sur la formation et la structuration du milieu artistique à travers des stages et des ateliers.

Dans son mot introductif, l'ambassadeur de France au Congo, Jean-Pierre Vidon, a rappelé les activités ayant marqué la coopération entre les deux pays, parmi lesquelles: la conférence internationale sur l'exploitation illégale et le commerce illicite des produits de la faune et de la flore sauvages en Afrique tenue à Brazzaville ; la réunion du groupe du G 7 des amis du Golfe de Guinée dédiée à la sûreté maritime, sans oublier les Jeux africains.

Yvette Reine Nzaba

SÉCHERESSE EN AFRIQUE DE L'EST

Le gouvernement zimbabwéen fait appel aux dons pour importer de la nourriture

L'est du continent africain fait les frais de pire sécheresse de son histoire. Après l'Ethiopie, le Zimbabwe a appelé mardi, les entreprises et associations caritatives nationales à verser 1,5 milliard de dollars pour importer de la nourriture et empêcher une famine.

« La quantité de précipitations tombées à ce jour est insuffisante pour répondre aux besoins de base de la consommation d'eau des ménages comme des moyens de subsistance, de l'agriculture et de la faune », a tiré sur la sonnette d'alarme le vice-président zimbabwéen, Emmerson Mnangagwa, ajoutant que son pays a besoin d'un total de 1.572.009.953 dollars (1,39 md EUR) entre février et décembre pour importer 1.5 million

de tonnes de maïs pour nourrir la population.

Cet appel intervient une semaine après l'état de catastrophe naturelle décrété par le président Robert Mugabe, dans de nombreuses zones rurales frappées par une grave sécheresse. La même catastrophe secoue aussi d'autres pays de la région comme l'Afrique du sud, le Malawi et la Zambie. En Ethiopie un peu plus à l'est du continent, sévit une des pires sécheresses depuis 50

ans. Les pluies, en juillet et août derniers, ont été terriblement faibles. Les récoltes n'ont rien donné et les nouveaux semis sèchent sur place. « Il existe une



menace pour la vie humaine et animale quand viennent à manquer l'eau potable, l'eau pour l'irrigation et les points

d'eau pour les animaux », a déploré le ministre zimbabwéen indiquant que les régions du sud du pays sont les plus affectées et des dizaines de milliers de têtes

de bétail meurent, des réservoirs s'assèchent et le niveau des barrages baisse. Autrefois qualifié de grenier de l'Afrique, le Zimbabwe

a connu des pénuries à répétition ces dernières années et mis sur l'importation de céréales des pays voisins pour répondre à ses besoins. Pour l'Etat zimbabwéen, la situation est liée à la combinaison des faibles rendements agricoles dus aux pluies irrégulières et les sanctions imposées par les pays occidentaux. Harare avait entrepris, début 2000, des réformes agraires ayant entraîné l'expulsion de fermiers blancs et la redistribution de terres à des Noirs souvent inexpérimentés ou sous-équipés. Mais le gouvernement a promis de faire un audit pour vérifier que les terres étaient bien cultivées.

Fiacre Kombo

Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurances Incendie, Assurances Transport, Assurances Multirisques Habitation, Assurances Globales Transport, Assurances Responsabilité Civile, Assurances Santé, Assurance Combustion, Assurance Vieillesse, Assurances Voyage, Assurances Entreprise

Agence KIV - Avenue Léopold Cabrol - Tél : +242 22 26 12 69 / 22 26 13 56
 Agence PIB - 128, Avenue Tazenda N'Zemba - Tél : +242 22 26 14 63 / 22 13 56
 Email : ardc@ardc.org - www.ardc.org



AVIS DE RECRUTEMENT

Poste : Guide d'Ecotourisme
Basé : à Bomassa

Dans le cadre des activités de WCS programme Congo, nous cherchons 01 Guide d'Ecotourisme. Il/elle sera sous l'autorité et la supervision du Responsable d'écotourisme de la Fondation Nouabale Ndoki et travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble du personnel des projets.

Il/elle aura les principales responsabilités suivantes :

- Organiser les voyages et faire le soutien administratif ;
- Assurer la sécurité et la logistique des touristes à l'arrivée et au départ à l'Aéroport de Ouesso et au port ;
- Assurer la gestion des activités touristiques ;
- Traduire les documents en Français et en Anglais ;
- Planifier et faciliter les réunions de l'équipe d'écotourisme de façon régulière ;

Autres (Pour les termes de référence détaillés, veuillez consulter le tableau d'affichage au bureau de WCS Brazzaville - 151 Avenue General De Gaulle - Plateau ville).

Compétences requises :

Bonne connaissance de l'outil informatique (traitement de texte, tableurs)

Etre attentif au résultat final et répondre positivement aux critiques ;

Faire preuve de conscience professionnelle ;

Démontrer de bonnes capacités d'organisation et de communication, Faire preuve d'anticipation et de beaucoup d'attention quant à la gestion des détails.

Profil requis :

Diplôme universitaire requis

Excellente maîtrise du français, l'anglais et lingala.

Veillez envoyer votre Curriculum vitae avec une lettre de motivation à l'adresse suivante : Mr. Le Directeur Général - Wildlife Conservation Society (WCS) 151 Avenue General de Gaulle - Plateau Ville - Brazzaville B.P.14537, ou à l'adresse e-mail : wsccongobrazza@wcs.org au plus tard le 18 février 2016. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer le test d'évaluation.

Le candidat retenu à ce poste doit fournir les compléments de dossier ci-après : copie de ses diplômes, casier judiciaire, certificat de nationalité, extraits d'acte de naissance, certificat médical.

Fait à Brazzaville, le 09 février 2016

WCS - Congo Program

151 Avenue General De Gaulle-Brazzaville

NÉCROLOGIE



Messieurs Jean-Marie Ewengue, Antoine Ibovi, ainsi que les familles Ibovi Lebela ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils et frère, Benjamin Ibovi, alias « 404 », ancien sociétaire de patronage, survenu le 4 février à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 98 de la rue Lénine à Ouenzé (croisement ex-avenue des chars avec la rue Lénine).

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Vendredi 12 février 2016 :

8h30 : levée du corps à la morgue municipale du CHU ;

9h30 : recueillement au domicile familial ;

11h30 : messe en l'église Sainte-Marie de Ouenzé ;

13h00 : départ pour le cimetière Itatolo VIP ;

16h00 : fin de la cérémonie.

Les enfants du feu Elenga Joseph : Marie Thérèse, Catherine, Brice, le Capitaine de Police Mesmin Elenga, Informent parents, amis et connaissances que les obsèques de leur regrettée mère Obondo Pauline « Ma Popie », décédée le mercredi 3 février 2016 au Chu de Bzv, se présentent de la manière suivante : **Mardi 16 février 2016**

9 h00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville.

10 h00 : recueillement au domicile familial, 156 rue Eko à Petit Chose-Talangaï ;

14 h 00 : départ pour le cimetière privé Bouka.

16 h 00 : retour et fin de la cérémonie.



IN MEMORIAM

11 Février 2012 - 11 Février 2016, il y a quatre ans jour pour jour que le Seigneur rappelait à lui notre très chère mère, grand-mère Joséphine Ikobo « Bora - A - Ngolo ».

En ce triste et douloureux jour anniversaire, son fils André Nyanga Elenga, Directeur général de l'ONEMO, député de l'Ile Mbamou, ses petits-fils et toute la famille prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour elle. Maman Joséphine, nous ne te voyons plus mais nous savons tous que tu nous vois, tu nous protèges car tu es juste passé dans la pièce d'à côté ou nous n'avions pas encore accès.

Le temps qui passe chaque jour sans toi reste une épreuve pour nous, mais nous savons que tu es notre mère, tu resteras toujours notre mère dans tes sages conseils.

Que le Seigneur dans sa miséricorde t'accorde la paix et le repos éternel.

Maman nous ne t'oublierons jamais.

INFORMATIONS

Le Greffier du Tribunal du Commerce de Brazzaville certifie qu'il a reçu le 28/01/2016, un procès verbal de constat de cessation des activités aux fins de la dissolution anticipée de la Société CARLOS et Compagnie en date du 12/11/2015.

Concernant la société :

CARLOS et COMPAGNIE

Société à responsabilité limitée

R.C.C.M. BRAZZAVILLE (CG/BZV/10 B 1848)

83, rue Djambala Mougali.

Brazzaville /Congo

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 16 DA 75, le 28/01/2016

VENTE

Voiture de marque Toyota Yarhis «Gasoil» en super bon état.

Prix : 4 millions de FCFA

Contact : 06 666 70 65



PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION

CONCOURS DES MEILLEURS PROJETS D'ENTREPRENEURIAT
Appel à candidatures

1^{ère} ÉDITION

Projets d'entrepreneuriat Social Projets d'entrepreneuriat Économique



- Jeunes Congolais
- Jeunes porteurs de projets
- Jeunes de la diaspora

Agés de 18 à 35 ans

Saisissez cette opportunité!

Retrait et dépôt des candidatures : **16 Janvier - 05 février 2016**
Proclamation des résultats : **12 février 2016**
Remise des prix : **13 février 2016**

- Prix en numéraire de **3 à 5 millions FCFA**
- Bourse d'accompagnement et d'incubation au sein de la Fondation Perspectives d'Avenir d'une valeur de **5 à 10 millions FCFA**

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ-NOUS :
Au 4^{ème} Etage Immeuble YOKA Bernard Rond-Point de la Coupole, Centre-ville, Brazzaville, Congo
Tél: (+242) 222 81 20 20
Email: info@perspectivesavenir.org / Facebook: fondationperspectivesavenir / www.perspectivesavenir.org

N'hésitez pas ! Toute les idées son bonnes, tous les projets conformes sont recevables.



M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

TRU BLU
TRU LOVE

SAINT VALENTIN ROMANTIQUE À BRAZZAVILLE

Prix pour deux personnes :

- Menu Saint Valentin – 80.000 XAF
- Nuitée en Chambre Standard – 120.000 XAF
- Nuitée en Suite Junior – 160.000 XAF
- Bouteille de Champagne en chambre – 40.000 XAF

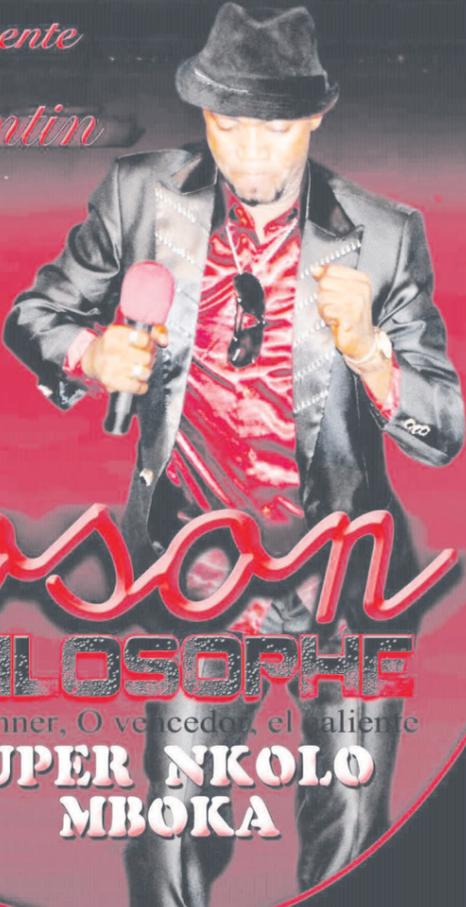
Animation musicale
Surprises au dîner

Réservations :
Christelle Baloula (+242) 050 50 60 60 – reservations.brazzaville@radissonblu.com

Offre valable du Samedi 13 au Dimanche 14 Février 2016
et selon les disponibilités de l'hôtel

Five Stars présente
St. Valentin

avec



Djason
PHILOSOPHE
The Winner, O vencedor, el ganador
& **SUPER NKOLO MBOKA**

14
FEVRIER
2016
À 18H00

A LA TERRASSE
NIGH CLUB FIVESTARS
ENTREE+CONSO
2000FCFA
LES FEMMES GRATUITES

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE




COMPRENDRE
l'Afrique
qui bouge



NewAfrican
Le Magazine de l'Afrique
Janvier - Février 2016 • N°17

Grands entretiens
Naji Jelloul
Général François Labuze
Saleh Kebzabo
Mamadou Diour

100
AFRICAINS
INFLUENTS

Tunisie
Le retour annoncé
des islamistes
Sénégal
La place
du religieux en débat
Burkina Faso
Les chantiers
du Président

<http://magazinedelafrique.com>
Également disponible
sur l'App store et l'Android market
<http://www.newafricanmagazine.com/subscribe/>



ORDRE DES AVOCATS

L'ancien bâtonnier Mbuyi Mbiye radié

Ses collègues avocats lui ont reproché l'abus de pouvoir ainsi que des manquements au devoir de probité et de dignité, quand il assumait encore les fonctions de bâtonnier national.

Le Conseil national des avocats de la RDC, au terme d'une audience disciplinaire tenue fin janvier, a décidé de la radiation de l'ancien bâtonnier national Mbuyi Mbiye. Cette structure de la corporation a reproché à ce dernier l'abus de pouvoir ainsi que des manquements au devoir de probité et de dignité. Le bâtonnier national Matadi Wamba a souligné que les faits pour lesquels l'ancien bâtonnier a été sanctionné remontent à 2010. C'était, à l'en croire, lorsqu'il était encore en fonction. « Quand il était aux affaires comme bâtonnier national, il a demandé par lettre un dossier administratif d'un autre avocat. On le lui a remis. Le bâtonnier qui le lui avait transmis a demandé qu'il retourne le dossier, il ne l'a pas retourné. Il a été cité à comparaître pour donner les explications. Pendant l'instruction, l'audience était suspendue pendant quelques minutes et il en a profité pour partir et ne plus reve-

nir... », a expliqué Me Matadi Wamba. Pour sa part, l'ancien bâtonnier a jugé le Conseil national des avocats incompetent pour prendre la décision de sa radiation. « J'oppose au conseil national de l'ordre qu'il n'est pas compétent pour me juger conformément à la loi », a-t-il affirmé.

Enfin, l'ancien bâtonnier vient de tomber

Dans sa version des faits, Me Mbuyi Mbiye a soutenu que pendant l'audience au cours de laquelle il a été entendu, il avait bien le droit de partir. Mais il regrette que l'audience ait continué après son départ. « Lorsqu'un dossier est pris en délibéré, les gens poursuivis sont libres de partir pour que le juge puisse délibérer. C'est comme cela que je suis parti. Aussitôt qu'ils ont appris que je suis parti, au lieu d'aller délibérer, ils sont revenus pour dire qu'ils continuent l'audience. Et c'est ce jour-là qu'ils ont pris cette décision de condamna-



L'assistance à la prestation de serment des avocats stagiaires de barreau de la Gombe, en 2011, au Palais de justice Photo John Bompengo

tion derrière mon dos. C'est une décision qui viole tous les principes de droit », a-t-il expliqué. Me Mbuyi Mbiye a, cependant, promis de respecter la décision du conseil. On rappelle que Me Mbuyi Mbiye a été dans l'œil du cyclone depuis 2013. Le procureur général l'avait accusé, en son temps, de complicité avec le Mouvement du 23 mars, rébellion qui sévissait dans l'est de la RDC depuis le mois de mai 2012. Ces soupçons avaient particulièrement été entretenus par une lettre circulant sur Internet et qui expliquait la com-

PLICITÉ DU BÂTONNIER NATIONAL.

Une perquisition avait même été effectuée à son bureau et à sa résidence privée.

À cette époque-là, le conseil national de l'Ordre des avocats notamment avait demandé l'abandon des charges, affirmant qu'il n'existait pas « d'éléments sérieux ni suffisants pouvant établir que le bâtonnier national a commis réellement l'infraction d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État ». Après une procédure classique d'information judiciaire qui avait été ouverte à l'encontre du bâtonnier, la justice avait abandonné les poursuites et l'affaire avait été « classée sans suite ».

Alors que la justice de l'époque n'avait pas pu avoir raison de lui, ce sont ses collègues avocats qui viennent de l'avoir. « Ils ont frappé juste... », pense une opinion.

Lucien Dianzenza

A.Nz.

MONGALA

Des médicaments destinés à la population de la province

À la suite d'une épidémie qui affecte les enfants de moins de 5 ans dans la zone de santé de Bosomodebo dans la province de la Mongala, laquelle épidémie se manifeste par des symptômes entraînant la malnutrition, voire le décès, le gouvernement vient de réagir.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, vient de remettre à la commissaire spéciale de la province de la Mongala, Marceline Mondjiba, des médicaments. La cérémonie a eu lieu dans l'enceinte du Programme national de nutrition (PNN). En présence du secrétaire général à la santé, du directeur du PNN et d'autres directeurs des programmes spécialisés du ministère de la Santé publique. Ces médicaments sont constitués des intrants nutritionnels, notamment des médicaments génériques pour les enfants malnutris. Outre ces médicaments, il y a aussi des outils pour le suivi, la croissance et l'éducation nutritionnelle. Ces kits des médicaments et des intrants nutritionnels permettront de prendre en charge des enfants malnutris. La commissaire spéciale de la Mongala, Marceline Mondjiba, a remercié le ministre de la Santé pour la promptitude avec laquelle le gouvernement a réagi et promet que cette assistance sera utilisée au profit des enfants malnutris de sa province.

SANTÉ

Remise de deux Jeeps aux PNLs et PNTS

Ces deux jeeps de marque Toyota Prado TXL pimpant neuves achetées sur fonds propres du gouvernement sont destinées à améliorer la coordination et la supervision des activités de Programme national de lutte contre le sida (PNLS) et le Programme national de transfusion sanguine (PNTS).

C'est au parking de l'Hôtel du gouvernement qu'à eu lieu la remise des clés de ces véhicules. Le ministre de la Santé publique les a remises personnellement au directeur national de lutte contre le sida (PNLS), le Dr Franck Fwamba, et à celui du Programme national de transfusion sanguine (PNTS), le Dr Sylvain Yuma.

Le ministre de la Santé publique a appelé les deux directeurs à faire bon usage de ces Jeeps parce que, fait-il savoir, le chef de l'État s'est engagé pour une génération sans sida et cela est un défi d'autant plus que la RDC a souscrit aux objectifs mondiaux de 2030, c'est-à-dire d'ici cette échéance, 90 % de personnes vivant avec le sida doivent connaître leur statut sérologique d'ici 2020 et 90 % de ces personnes qui connaissent leur statut doivent être mises sous traitement et 90% de ces personnes doivent avoir une charge virale indétectable dans le



Le directeur du PNLs recevant les clés de la Jeep de mains du ministre de la Santé

sang. Pour relever ce défi, il faut des moyens. C'est la raison pour laquelle le gouvernement vient de vous doter de ces Jeeps pour renforcer la coordination et la supervision des interventions sur le terrain. Aussi, poursuit-il, le sida se transmet-il par voie sexuelle et aussi par la voie sanguine. Cependant, laisse entendre le ministre de la Santé publique, la couverture en transfusion sanguine en RDC est encore faible. Il n'y a pas des partenaires qui financent la transfusion si ce n'est que le gouvernement. Pour aider ces deux programmes à mieux faire leur travail sur le terrain, nous avons

décidé, explique le Dr Félix Kabange Numbi, de doter le PNLs et le PNTS des moyens propres de locomotion pour renforcer les activités de coordination et de supervision. Bénéficiaire de l'une de ces Jeeps, le directeur du PNTS, Sylvain Yuma, au nom de son collègue du PNLs, a remercié le ministre de la Santé publique à travers lui tout le gouvernement pour cette dotation. Il a souligné que cette dotation de la part du gouvernement est un acte de motivation pour le personnel et une responsabilité pour la coordination qui leur exige de travailler davantage.

Aline nzuzi

NOTATION

Forte pression sur la RDC

Standard & Poor's vient d'abaisser la notation du pays, passant ainsi de « stable » à « négative ». Selon l'agence américaine, plusieurs facteurs ont pesé dans cette décision de dégrader les perspectives associées à la note souveraine de la RDC. L'on confirme, par ailleurs, le maintien à « B » à long terme et « B » à court terme des notes de crédit souverain.

Dans son analyse, Standard & Poor's a épinglé des développements plutôt inquiétants pour la RDC. D'abord, l'agence américaine a mis en exergue l'accroissement des vulnérabilités vis-à-vis de l'extérieur. Elle a noté que les réserves de change se situent à un niveau très faible, à peine 1,2 milliard de dollars américains (environ un mois de paiements courants). Ensuite, il y a les déficits des comptes courants qui se creusent avec la contraction des prix des matières premières dont le cuivre qui participe à la rentrée des devises étrangères en

RDC. Enfin, Standard & Poor's a exprimé des préoccupations par les perspectives politiques à haut risque avec les possibles mouvements de contestation par l'opposition. Selon Standard & Poor's, il se pose un vrai problème de financement du scrutin en raison, d'une part, des sources limitées du gouvernement congolais et, d'autre part, de la réticence des bailleurs de fonds à apporter l'appui financier nécessaire. À en croire la Banque centrale du Congo, les perspectives économiques de la RDC ne vont pas s'améliorer significativement au courant de l'année 2016. Comme impact sur la conjoncture nationale, cette situation va contribuer à rendre les chefs d'entreprise moins confiants par rapport aux investissements en RDC (indice de confiance : -4,9% en janvier 2016 contre 2,7% en décembre 2015).

Laurent Essolomwa

SAPE

Prince N'Ganshie prie Papa Griffes de revenir au cimetière

Étant tous deux du même bord pour s'être désolidarisé du reste des sapeurs tenant désormais la Sape pour la Société des artistes et des personnes élégantes et non plus comme la Société des ambassadeurs et des personnes élégantes, le cousin du feu pape de la Sape prie son compagnon de lutte à revenir aux origines de l'instauration de la commémoration du 10 février, leur initiative.

Tenu par ses sociétaires pour le président de la Fondation Stervos Niarcos, Prince N'Ganshie a évoqué la genèse du projet qui a abouti à la célébration annuelle du dixième jour de février. Il l'a expliqué de la sorte aux Dépêches de Brazzaville : « Les débuts ont été assez durs. Nous avons connu des moments difficiles. Nous avons même passé la nuit à la belle étoile pour réaliser la première édition de cette journée de la Sape, c'était à l'occasion du quarantième anniversaire de la mort



En arrière plan, Prince N'Ganshie, de blanc vêtu, avec des membres de la Fondation Stervos Niarcos

du N'Ganshie Stervos Niarcos. Cette première commémoration que nous avons voulue faste a donné suite à toutes celles que nous connaissons aujourd'hui ». Mais il était au regret de constater l'absence de son compagnon d'autrefois. « Je suis vraiment chagriné, je lance un message à Papa Griffes. Nous avons connu le calvaire pour en arriver à

cette journée commémorative annuelle. Il a trahi la "Religion Kitendi", cela me fait mal au cœur », s'est-il désolé. En effet, celui qui s'est présenté à nous comme étant le cousin du feu N'Ganshie a dit regretter le fait que son compère, dit-il, « ne se présente plus au cimetière de la Gombe où reposent les restes de Niarcos ». Et de poursuivre :

« Vous savez, on est en famille. Et dans une famille, il ne manque jamais de disputes. S'il y a un problème, il faut trouver le moyen de s'arranger. Mais il a abandonné le cimetière et laissé la place aux autres qui n'ont jamais fourni aucun effort pour que cette journée existe. Ils en profitent aujourd'hui alors que nous avons tant souffert, vécu le calvaire pour réaliser cette fête de la Sape autour de la commémoration de la mort de Stervos Niarcos ».

Pour ce qui est de Stervos Niarcos, a-t-il jugé bon de signaler ici, c'est qu'il « n'a jamais, à proprement parler, été une autorité ou un chef de rue ou même d'une ruelle mais il jouit aujourd'hui de cette grande notoriété. Il chantait autrefois qu'il était un prince, aujourd'hui cela se vé-

rifie. Il y a eu des ministres et même des présidents qui, après leur mort, n'ont pas eu droit à de tels honneurs. C'est un personnage apolitique. Nous venons en grand nombre commémorer sa mort car il incarnait la sape ».

La Fondation Stervos Niarcos, a souligné son président, a l'ambition de réunir tous les sapeurs des quatre coins du monde. « Nous les appelons d'abord de toutes les communes, districts et provinces du pays. Nous voulons nous réunir pour constituer une force », a déclaré Prince N'Ganshie. Et de conclure : « Vous savez, la Sape avait commencé comme un mouvement, mais aujourd'hui, il s'agit d'un art. Nous sommes de l'Afrique centrale et nous devons nous fédérer à commencer par Brazzaville qui a servi de cadre à l'incubation de la Sape. De son vivant, Stervos y allait et s'est inspiré d'une certaine idéologie. Du reste, il réunissait les deux peuples, les Téké de la RDC et du Congo-Brazzaville ».

Nioni Masela

CHAN 2016

Le trophée des Léopards présenté à la population de Kinshasa

L'ambiance a été plutôt mitigée le 10 février à Kinshasa, alors que les autorités ont programmé la présentation du trophée remportée par les Léopards locaux de la RDC à la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) Rwanda 2016.

La caravane motorisée de la délégation des Léopards s'est ébranlée de l'hôtel du Fleuve où elle est logée depuis son retour à Kinshasa, le 8 février, en provenance de Kigali pour sillonner les artères de Kinshasa. Les joueurs à bord d'un véhicule ouvert estampillé de la société brassicole Bralima sont passés dans les principales artères des communes de Gombe, Lingwala, Bandalungwa, Kintambo, Kasavubu, Kalamu, Limete, Matete, Masina, Ndjili avant de prendre la direction du stade des Martyrs où attendaient des supporters ainsi que certains officiels, notamment le ministre des Sports Denis Kambayi, le gouverneur de la ville de Kinshasa André Kimbuta et le président de l'Assemblée nationale Aubin Minaku.

Mais, notons-le, la population, à qui on a demandé de se masser le long du parcours des Léopards, n'a pas totalement répondu présente. Le retour gâché des Léopards le lundi à Kinshasa pourrait être la raison de ce mini boycott. L'on rappelle que les Léopards avaient été amenés de manière presque furtive de l'aéroport à l'hôtel du Fleuve à leur arrivée lundi à Kinshasa, encadrée par les véhicules anti-émeute de la police nationale sous le commandement du commissaire provincial de la police, Célestin Kaniama. Et visiblement, cela a fortement déplu à la population qui tenait à voir et applaudir les héros au retour de Kigali. Le cortège des Léopards avait traversé la ville en trombe, de l'aéroport vers l'hôtel du fleuve.

Déjà, la Coupe n'avait pas été présentée au public de Goma qui attendait que les Léopards repassent par cette ville, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, après leur départ de Kigali. La délégation de l'équipe nationale a pris son vol direct de Kigali à Kinshasa. Et pourtant, se souvient-on, des milliers des supporters congolais ont traversé la frontière du pays par les deux barrières frontalières de Goma pour aller soutenir massivement l'équipe nationale au Rwanda. La frustration et la suspicion auraient visiblement gagné la population en provinces et à Kinshasa, littéralement interdite de voir ses héros.

Au cours de la cérémonie à l'honneur des Léopards le 9 février, le ministre des Sports Denis Kambayi a formulé une demande expresse au chef de l'État, Joseph Kabila, pour que le trophée du Chan 2016 soit présenté au public, d'abord à Kinshasa et ensuite en provinces. question de récupération de la situation, même si l'effervescence avait déjà des retombées. Mais le public de Kinshasa étant très amoureux du sport est toutefois venu au stade (pas du tout rempli) pour voir le sélectionneur Florent Ibenge et ses poulains afin de les congratuler. Le gouverneur André Kimbuta de la ville de Kinshasa a visiblement bien fait les choses en organisant un spectacle musical à l'intention des Léopards, avec trois stars RD-congolaises, les chanteurs Werrason, JB Mpiana et Félix Wazekwa et sa danse « Fimbu Chicotte » que les Léopards dansaient chaque fois qu'ils marquaient un but dans un match au cours de la compétition au Rwanda.

Dans son mot au cours de cette cérémonie au stade des Martyrs, Florent Ibenge a remercié vivement la population de Kinshasa pour avoir soutenu sans relâche les Léopards pendant la compétition, notant que cela a contribué à la bonne prestation des joueurs jusqu'à la victoire finale du Chan 2016. Ensuite, il a présenté l'ensemble de la délégation des Léopards de la RDC.

Martin Enyimo

DROITS DE L'HOMME

L'état de santé de Christopher Ngoy toujours préoccupant

L'activiste des droits de l'homme a déjà subi plus de cinq examens dont les résultats se font encore attendre.



Christopher Ngoy

Christopher Ngoy, coordonnateur du Centre des droits de l'homme et du droit humanitaire (CDH), a été transféré le 9 février au Centre hospitalier Nganda après avoir été extrait de sa cellule du Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa (CPRK). La cause principale de ce transfert est la dégradation de l'état de santé de cet activiste des droits de l'homme qui nécessitait une prise en charge médicale d'urgence. Des sources médicales, il appert que le concerné souffre d'hypertension et qu'après les premières interventions en soins intensifs, sa tension artérielle s'est stabilisée. En attendant les résultats d'autres examens médicaux faits sur le patient, celui-ci paraît très affaibli et est encore loin de recouvrer sa forme.

Selon des indiscretions recueillies auprès des proches, il convient que Christopher

Ngoy est, depuis son incarcération en janvier 2015, exposé à diverses maladies dues essentiellement aux conditions de détention précaires qui sont les siennes à l'ex-prison de Makala. Il souffrirait également d'une intoxication alimentaire liée à une mauvaise alimentation. Au niveau de ses proches et même de ses avocats, l'inquiétude est toujours de mise au regard de l'état de santé toujours préoccupante de cet activiste des droits de l'homme. Tout en redoutant la perspective de l'irréparable, ils confient d'ores et déjà le sort du patient à l'Éternel. Pour rappel, c'est depuis le 21 janvier 2015 que Christopher Ngoy a été arrêté et déféré devant la justice pour dix chefs d'accusations notamment atteinte à la sûreté de l'État, destruction méchante, etc. Cependant, son procès tourne en rond et son épilogue n'est décidément pas pour demain. Déjà, lors de la première audience, les avocats du prévenu avaient sollicité la médiatisation du procès, une requête que les juges n'ont pas confirmé. À la suite de ce refus, le collectif des avocats de Christopher Ngoy ont levé l'option d'introduire un pourvoi en cassation à la Cour suprême de justice. Entretemps, le collectif d'avocats avait introduit en son temps un pourvoi en cassation et une mainlevée contre la détention de Christopher Ngoy demeurée jusqu'à ce jour sans réponse devant la Cour suprême de justice. Notons que le coordonnateur du CDH avait été arrêté dans la foulée des manifestations du 21, 22 et 23 janvier 2015 contre le projet de révision de la loi électorale. Des manifestations avaient viré à l'émeute et aux pillages. Les contestataires dénonçaient initialement une disposition de ce texte qui aurait permis de prolonger le mandat du président Joseph Kabila au-delà de décembre 2016.

Alain Diasso

SANTÉ PUBLIQUE

Informations sur le virus zika et les modalités de lutte

Il ressort du récent communiqué de presse de l'OMS zone Afrique que la maladie à virus Zika est une virose qui est transmise par la piqûre d'un moustique infecté. Elle peut se propager rapidement dans des nouvelles zones où l'immunité à l'infection est faible. Depuis 2007, la propagation du virus a été confirmée dans huit îles du Pacifique, vingt-cinq pays ainsi que des territoires des Amériques et certains pays asiatiques. Et dans la région africaine, Cabo-Verde a récemment signalé une flambée avec plus de sept mille cas d'octobre 2015 à janvier 2016.

Le principal vecteur du virus Zika, *Aedes aegypti*, est le même qui transmet la fièvre jaune, le chikungunya et la dengue. Au regard de la répartition du vecteur dans la région, tous les pays africains de l'OMS courent le risque de transmission du virus Zika. Il peut aussi se transmettre par le sang. Les précautions standard existant déjà pour garantir la sûreté des dons de sang et des transfusions sanguines devraient être observées.

Les formes les plus efficaces de prévention sont : i) La réduction des populations de moustiques par l'élimination de leurs sites potentiels de reproduction, et ii) le recours à des mesures de protection personnelle pour prévenir les piqûres de moustiques. Conformément aux exigences de la Surveillance intégrée des maladies et riposte (SIMR) et du Règlement sanitaire international

(RSI 2005), il est recommandé aux pays de la région africaine de l'OMS de renforcer : i) la surveillance et la lutte antivectorielle, ii) la surveillance de la maladie et sa détection en laboratoire, iii) le suivi de l'apparition de complications neurologiques, et iv) la sensibilisation accrue du public.

La maladie à virus Zika se transmet par la piqûre de moustiques infectés, principalement le genre *Aedes aegypti*. Le virus a été découvert pour la première fois en 1947 chez les singes rhésus dans la forêt Zika en Ouganda et la maladie a été identifiée pour la première fois chez des sujets humains en 1952 en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. Les premières flambées épidémiques de la maladie à virus Zika ont été signalées dans le Pacifique en 2007 et 2013, respectivement à Yap et en Polynésie française. La propagation géographique du virus Zika n'a depuis lors cessé de s'étendre.

La maladie à virus Zika présente un tableau clinique similaire à ceux du chikungunya et de la dengue, bien qu'elle cause généralement une maladie plus bénigne. Parmi les symptômes de la maladie à virus Zika figurent la fièvre, les éruptions cutanées, la conjonctivite, les douleurs musculaires et articulaires, les états de malaise et céphalées. Ces symptômes se manifestent pendant deux à sept jours. Il n'existe pas de traitement spécifique contre la maladie à virus Zika, mais ses

symptômes sont en général bénins. Les sujets atteints peuvent être traités par les médicaments courants contre la douleur et la fièvre, ils doivent se reposer et boire une grande quantité d'eau. Des complications neurologiques ont été signalées en Polynésie et au Brésil, respectivement en 2014 et en 2015. Plus récemment, une augmentation du nombre de cas de microcéphalies a été signalée au Brésil depuis le mois d'octobre 2015. Bien que ces cas soient liés dans l'espace et le temps à la flambée de la maladie à virus Zika, des investigations et recherches plus poussées sont nécessaires pour mieux comprendre ce lien possible. D'autres pays où se trouvent des foyers actuels tels que la Colombie, le Salvador, le Cap-Vert et le Panama n'ont pas signalé d'augmentation des cas de microcéphalies.

Pendant de nombreuses années, en dépit de l'absence de mécanisme de surveillance systématique de la maladie à virus Zika, des cas sporadiques chez l'homme ont été détectés en Afrique. Depuis 2007, la propagation du virus a été confirmée dans huit îles du Pacifique, vingt-cinq pays et territoires des Amériques et certains pays asiatiques. Dans la région africaine, Cabo-Verde a signalé une flambée avec plus de sept mille cas d'octobre 2015 à janvier 2016. Toutefois, selon les données disponibles, le nombre des cas est en baisse depuis le mois de décembre 2015.

Vu la vaste distribution du vecteur, tous les pays de la région africaine courent le risque de transmission du virus Zika. Ce risque est potentiellement accru par les flambées actuelles de la maladie à virus Zika dans d'autres pays du monde.

Interventions proposées

Outre les recommandations du Comité d'urgence du règlement sanitaire international sur le virus Zika, telles qu'entérinées par le directeur général de l'OMS en déclarant que l'événement est une urgence de santé publique de portée internationale le 1er février, le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique préconise les interventions spécifiques ci-après aux États membres : Renforcer les systèmes de gestion des incidents afin de consolider leur coordination (notamment les centres d'opérations d'urgence) afin de prendre en compte l'état de préparation à la riposte à la maladie à virus Zika, à la dengue, au chikungunya et à la fièvre jaune. Impliquer activement d'autres secteurs (environnement, agriculture, tourisme, infrastructure, etc.) dans la préparation et la riposte au virus Zika et à d'autres arbovirus à travers une approche multisectorielle.

Ainsi, il faut donc renforcer les capacités de détection précoce du virus Zika à travers: la surveillance intégrée des maladies et riposte (SIMR) et le règlement sanitaire international (RSI) pour détecter l'émergence de groupes

de cas; renforcer suffisamment les capacités des laboratoires, soit au niveau national, soit au niveau régional, en recourant au Réseau des laboratoires travaillant sur les agents pathogènes émergents et dangereux (EDPLN); réaliser des enquêtes entomologiques pour la surveillance du vecteur, notamment le renforcement des capacités des laboratoires d'entomologie. Sensibiliser le personnel de santé et renforcer les liens entre les services de santé publique, les praticiens privés et les communautés. Accroître la vigilance dans les pays actuellement affectés par le phénomène El Niño relativement au virus Zika, à la dengue, au chikungunya et à la fièvre jaune dans la mesure où les conditions climatiques influent sur la reproduction des moustiques. Suivre les alertes sur l'infection à virus Zika pour s'informer de tout nouveau développement et en suivre l'incidence. Signalons que les Bureaux des pays de l'OMS devraient diffuser ces informations et les autres lignes directrices à venir aux ministères de la Santé et aux partenaires et fournir tout l'appui nécessaire aux autorités nationales pour mettre en place un système efficace et fonctionnel de préparation et de riposte au virus Zika. Infection à virus Zika et augmentation observée des troubles neurologiques et des malformations congénitales : états des lieux et recommandations provisoires, le 28 janvier 2016.

Faustin Akono

Le Dr Moeti lance un appel à la vigilance face à la propagation de la maladie à virus Zika

Les pays de la région africaine de l'OMS doivent faire preuve de vigilance et se préparer à faire face, le cas échéant, à la maladie à virus Zika. Tel est en substance l'appel que vient de lancer le Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, la semaine dernière.

« Les formes les plus efficaces de prévention consistent à réduire les populations de moustiques en éliminant leurs sites de reproduction potentiels et à appliquer les mesures de protection personnelle recommandées afin de se prémunir contre les piqûres de moustiques. Je lance un appel aux pays de la région pour qu'ils renforcent la lutte antivectorielle, la surveillance et la détection en laboratoire de la maladie à virus Zika et des complications neurologiques, tout comme la sensibilisation du public », a déclaré le Dr Moeti. Le virus Zika sévit dans des zones tropicales abritant de grandes populations de moustiques. Selon les informations actuelles, il circule en Afrique, dans les Amériques, en Asie du Sud et dans le Pacifique occidental. Le virus Zika se transmet par piqûre d'un moustique infecté, du genre *Aedes*, qui est aussi le vecteur de la dengue, du chikungunya et de la fièvre jaune. Et à la suite des recommandations formulées par le comité d'experts convoqué en vertu du Règlement sanitaire international, le Dr Margaret Chan, directeur général de l'OMS, a déclaré que la flambée constitue une urgence de santé publique de portée internationale. Cette maladie représente un risque pour la santé publique à cause de sa propagation internationale qui menace tous les États, d'où la nécessité d'une riposte internationale coordonnée. Tous les pays de la région africaine sont exposés à une transmission du virus Zika, compte tenu de la fréquence du type de moustique vecteur. Le risque de transmission est accentué par les flambées actuelles de maladie à virus Zika dans d'autres pays du monde. Dans la

région africaine, Cabo Verde a rapporté une flambée, avec plus de sept mille cas signalés depuis le mois d'octobre 2015. Toutefois, le nombre des cas est en régression depuis le mois de décembre 2015. Il n'existe actuellement aucun traitement spécifique de la maladie à virus Zika, mais il est important d'en connaître les symptômes : fièvre, éruptions cutanées, douleurs musculaires et articulaires, conjonctivite, état de malaise ou céphalées, qui restent en général bénins. Les sujets atteints peuvent prendre les médicaments courants contre la douleur et la fièvre et doivent beaucoup se reposer et boire suffisamment d'eau. Les symptômes se manifestent normalement pendant une période de deux à sept jours.

La maladie à virus Zika dans les Amériques a été associée à une augmentation du nombre de bébés atteints de microcéphalie nés au moment où sévit la maladie. Les autorités et organismes sanitaires enquêtent actuellement sur le lien éventuel entre virus Zika et microcéphalie, entre autres causes possibles de celle-ci. En vue de protéger les populations contre la maladie à virus Zika, la directrice régionale exhorte tous les pays à intensifier les activités de surveillance ; appliquer les mesures de lutte antivectorielle ; renforcer les procédures de confirmation en laboratoire ; améliorer la prise en charge des cas ; sensibiliser le public aux risques associés à la maladie à virus Zika et encourager les populations à prendre toutes les mesures de protection contre les piqûres de moustiques et assurer le suivi des femmes enceintes jusqu'à la fin de leur grossesse pour détecter des cas possibles de microcéphalie et de complications neurologiques. Notons que les bureaux de l'OMS au niveau des pays dans toute la région doivent apporter l'appui nécessaire aux autorités nationales pour leur permettre de se préparer effectivement et de mettre en place une riposte efficace à la maladie à virus Zika.

F.A.

PEUPLE AUTOCHTONE

Les Babongos bénéficient d'un territoire d'environ 5 hectares en périphérie de Sibiti

Autrefois méprisés et marginalisés par les Bantous, les Babongos, ce peuple autochtone vivant dans le département de la Lékoumou, jouissent d'un territoire d'environ cinq hectares en périphérie de Sibiti de la part de la municipalité de cette localité. Cette révélation a été faite par Viviane Riou, présidente des « Amis d'Owando », après une rencontre avec ce peuple.

Aujourd'hui, les Babongos sont inscrits à l'état civil, leurs enfants sont scolarisés et l'accès à l'hôpital leur est libre comme tout autre citoyen. Et ils sont reconnus comme des citoyens à part entière. Mais au-delà de ces efforts de la part des pouvoirs publics d'avoir intégré les Babongos à la vie citoyenne, quelques injustices leurs sont encore prodiguées par la population locale. La présidente des « Amis d'Owando » a pu constater, la semaine dernière, lors d'une rencontre avec ces Babongos l'exploitation discriminatoire dont ils seraient victimes. « Ils sont exploités comme ouvriers agricoles contre une modique somme de 1000 francs CFA, ou un repas contre une journée entière de travail », s'est-elle indignée. En effet, Viviane Riou pense que, dans ces conditions de vie, aucune amélioration n'est possible pour subvenir à leurs besoins. « Leurs habitats construits de branches et de feuilles de palmiers sont infestés de



Viviane Riou avec le plus vieux des Babongos Photo Adiac

moustiques, les enfants comme les adultes souffrent régulièrement du paludisme. Le territoire qui leur a été accordé est aride, dépourvu d'eau et d'arbre. Ils ne peuvent prétendre à un confort supérieur ou à une organisation coutumière faite de cueillette de pêche ou de chasse », a-t-elle poursuivi. Afin de connaître leurs aspirations, Viviane Riou a discuté avec ces Babongos par l'intermédiaire d'un traducteur. Ces derniers ont soumis le vœu de produire eux-mêmes l'agriculture sur leur territoire, ils ont également demandé du matériel agricole, notamment des houes, des machettes, des limes ainsi qu'une tronçonneuse. Rappelons qu'à la fin de cette rencontre, Viviane Riou a remis à ce peuple Babongo un gros carton de poissons séchés, du sel et des allumettes.

Hugues Prosper Mabonzo

ALIMENTATION ET SANTE

L'alimentation peut-elle influencer le risque de survenue des cancers ?

Dans le monde, il est admis que l'aliment est le premier médicament pour l'homme. Manger correctement, c'est-à-dire consommer des aliments riches en nutriments variés, vous préserve de beaucoup de maladies. En effet, si on guérit actuellement de certaines affections, il est des maladies comme le cancer qui posent encore de nombreux problèmes. Le cancer peut être défini comme un ensemble de cellules indifférenciées qui, échappant au contrôle de l'organisme, se multiplient indéfiniment, envahissent les tissus voisins en les détruisant, et se répandent dans l'organisme en métastases, formant un foyer pathologique infectieux.

Ainsi, la relation entre notre alimentation et le risque d'apparition d'un cancer a toujours été évoqué, mais souvent avec peu de discernement. En règle générale, on affirme que le cancer résulte presque toujours de plusieurs facteurs différents comme le fait de fumer ou de boire de l'alcool en quantité excessive, ou encore l'exposition professionnelle à certains produits chimiques etc...

Dans cet article cependant, il ne sera question que de l'influence des facteurs alimentaires, en rappelant que la cancérogenèse se développe en plusieurs phases. En effet, il est admis que 30 à 35 % des cancers, et 75 % des cancers digestifs sont dus à nos habitudes alimentaires. La contamination des aliments par des champignons microscopiques dont certains produisent des substances toxiques dangereuses pour l'homme est une cause notoire. Ces toxines sont cancérogènes et la consommation à long terme de tels aliments contaminés peut provoquer ou favoriser l'apparition de cancers. L'aflatoxine par exemple, une mycotoxine produite par un champignon, *Aspegillus flavus*, se développant dans les arachides ou les céréales, est un cas typique. Fort heureusement, les méthodes modernes de récolte et de stockage diminuent énormément le risque.

Les nitrates, utilisés comme engrais en agriculture, et qui se transforment par l'action des bactéries en nitrites et en nitrosamines, peuvent aussi avoir un rôle cancérogène. Tout comme les produits utilisés en élevage pour élever la croissance des animaux peuvent être cancérogènes. Le danger peut venir également du fumage traditionnel conduisant à des produits qui, consommés à fortes doses, peuvent conduire au cancer.

En dehors des « mauvaises techniques » de production et de conservation, on peut évoquer nos habitudes alimentaires comme la forte consommation de l'alcool et du tabac, ou encore un apport insuffisant de fibres alimentaires, une alimentation trop riche en graisses saturées et une insuffisance d'apport en certaines vitamines (rétinol, tocophérol ou acide ascorbique) et certains minéraux.

En conclusion, il convient d'améliorer nos habitudes alimentaires en prenant le soin d'éviter l'excès d'alcool ou de graisses saturées, d'opter pour une alimentation variée, suffisamment riche en fibres, en vitamines, en certains éléments minéraux (zinc, sélénium) et en micro-constituants végétaux.

Certes l'alimentation seule n'est pas suffisante pour faire disparaître le cancer puisque d'autres causes peuvent intervenir, mais elle permet d'agir efficacement pour le diminuer.

Par Ange KOUNKOU, Président de l'Association pour la Promotion des Industries Agroalimentaires au Congo (APIAC)

CDCS

Intronisation du comité départemental

L'installation officielle des membres du Comité départemental du financement basé sur la performance (CDCS) a eu lieu, le 9 février, en présence d'Alexandre Honoré Paka, Jean Pierre Michel Dzondault et Agnès Koubikani respectivement préfet du département de Pointe-Noire, directeur départemental de la santé dudit département et présidente de l'Association nationale pour l'éducation prénatale (Anép-Congo) accompagnés de divers invités.



Tribune officielle des travaux

Le comité composé de près de dix-huit membres est présidé par le président du Conseil départemental et municipal, député maire de la ville de la ville océane, Roland Bouiti Viaudo. Ainsi l'objectif principal de ce comité est l'amélioration de l'état de santé de la population ponténégrine en général et celle de la santé maternelle et infantile en particulier. S'exprimant à l'occasion de cette rencontre, le préfet de la capitale économique a expliqué qu'après l'expérience pilote menée de 2012 à 2013, dans les départements du Niari, du Pool, des Plateaux, le gouvernement de la République et la Banque mondiale ont convenu d'étendre le programme dans quatre autres départements, notamment Pointe-Noire, Brazzaville, Bouenza et Cuvette avec une vision à terme de couvrir tous les douze départements du Congo. « Soucieux de tenir son engagement politique

en faveur des objectifs du millénaire pour le développement, le gouvernement de la République reconnaît que des investissements substantiels, associés à une assistance technique dispensée par ses partenaires techniques et financiers, pourraient l'aider à atteindre son objectif et améliorer la performance de système de santé de la population. Dans le département de Pointe-Noire, le programme de financement basé sur la performance est mis en œuvre dans les districts sanitaires de quelques arrondissements, notamment Tié-Tié, Mvou-Mvou et Ngoyo, les autres districts de santé de Lumumba, Loandjili, Mongo-Mpoukou et Tchiamba-Nzassi, vont constituer dans cette phase des structures de contrôle, témoins », a-t-il déclaré.

Pour sa part, la présidente de l'association Anép-Congo a rappelé que la création de ce comi-

té s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement de la santé (PNDS) mis en œuvre par le gouvernement dont l'objectif principal est de renforcer le système de santé afin d'améliorer l'état de santé des populations en général et des femmes en particulier, des enfants et des groupes vulnérables.

L'oratrice a aussi indiqué que son association a pour mission d'accompagner la direction départementale de la Santé et toutes les formations sanitaires enrôlées dans le projet. « L'Anép Congo a été sélectionnée et recrutée pour mettre en place l'Agence de contractualisation et vérification de Pointe-Noire ACV/Anép-Congo, conformément à un appel lancé en septembre 2014 par le ministère de la Santé avec son partenaire de la Banque mondiale en vue de recruter des ONG nationales capables de mettre en place et gérer des Agences de contractualisation et vérification à travers sept départements du Congo et rendre plus accessibles les soins de santé de qualité à la population à travers cette nouvelle stratégie de financement des structures sanitaires », a-t-elle conclu. C'est en janvier 2014 que le gouvernement de la République et la Banque mondiale avaient convenu de poursuivre la mise en œuvre du Programme développement des services de santé (PDSS-II).

Séverin Ibara

CONTE

Jorus Mabilia rend hommage à Salim Hatubou et Amadou Hampaté Bâ

Une soirée est organisée par le conteur congolais Jorus Mabilia, le 16 février, à Marseille (France) en mémoire aux deux écrivains et défenseurs de la tradition orale africaine aujourd'hui disparus.

Au cours de la soirée, Jorus Mabilia parlera de ces personnages pour confirmer leur ancrage dans l'imaginaire africain. Salim Hatubou et Amadou Hampaté Bâ, deux conteurs qui, par leurs écrits, leurs cultures et la connaissance de la sagesse africaine, ont rejoint à jamais le gotha des penseurs africains que constituent aujourd'hui les personnes ressources des arts de l'oralité africaine.

La soirée sera aussi marquée par le papotage sur les codes, les portes, le texte, le sous-texte, le répertoire du conte africain autour d'un diner sénégalais. Jorus Mabilia va faire à la fin des réjouissances un témoignage sur « Ma première nuit du conte à



Moroni ».

Salim Hatubou est un écrivain, conteur franco-comorien, écrivain très prolifique, il publia notamment « Les contes de ma grand-mère », chez l'Harmattan, « L'odeur du béton ». Il est décédé le 31 mars 2015 à Marseille. Amadou Hampaté, écrivain, historien, philosophe, ethnologue, poète et conteur malien fut une

grande figure de la culture et de la sagesse africaine. Il est l'auteur du roman « L'Étrange destin de Wangrin » et du célèbre texte « À l'école du caméléon ». Il est l'auteur africain le plus cité pour sa phrase : « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est toute une bibliothèque qui brûle ». Il quitta la terre des hommes en 1991.

Hervé Brice Mampouya

MÉDIAS

Les Oscars de la presse se muent en trophées des médias africains

Le président du Réseau panafricain des journalistes, Adrien Wayi Lewy, a présenté le 5 février l'organisation de la cérémonie des trophées des médias africains en remplacement des Oscars de la presse.



Adrien Wayi Lewy et Monulphe Bosso lors de la communication (crédit-adiac)

La cérémonie de remise de trophée se déroulera le 26 février à Brazzaville. Elle sera dédiée à la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso.

Il s'agira de primer les meilleurs présentateurs des journaux des médias publics, expliquent conjointement Adrien Wayi Lewy et Monulphe Bosso, membres du Réseau panafricain des journalistes au cours d'une conférence de presse.

Les critères de choix sont : la bonne diction, la maîtrise de la langue, l'improvisation, la gaieté à l'antenne, la forme télévisuelle et bien d'autres. Adrien Wayi Lewy a expliqué dans sa communication que « le Réseau panafricain des journalistes tient à installer une institution prestigieuse pour primer les meilleurs professionnels des médias dans tous les pays africains. Cette première édition commence avec les pays francophones dont tous les dix-huit pays membres ont constitué des jurys pour choisir les meilleurs présentateurs de chaque pays ».

Le concept trophées des médias africains a-t-il poursuivi, est une initiative du réseau qui veut inciter chaque pays à organiser des trophées à l'image des Oscars de la presse. « Les Oscars de la presse s'appelleront désormais les trophées des médias du Congo », a-t-il indiqué.

Monulphe Bosso a, pour sa part, regretté le manque d'engouement des professionnels des médias du Congo Brazzaville. « Les journalistes ont tendance à aller vers les politiciens pour couvrir leurs activités alors que nous ne savons pas faire notre autopromotion ». L'échange avec la presse a été focalisé sur l'évaluation des présentateurs africains, les présentateurs des journaux de différentes langues et le changement des Oscars de la presse en trophées des médias africains.

Lydie Gisèle Oko

ELECTIONS À LA LIGUE DE BASKETBALL

Les candidats peuvent se prononcer

L'appel à candidature qui vient d'être lancé prendra fin le 5 mars prochain.

L'assemblée générale élective de la ligue départementale de Brazzaville de Basketball se tiendra le 13 mars. Les candidats aux différents postes peuvent déposer leurs dossiers au secrétariat général de la ligue, indique la circulaire n°001/Fe-coket, LDBB-BED-SG. Le 5 mars à minuit la réception des candidatures sera clôturée. Pour le poste de président, le projet de politique générale pour le développement du Basketball, dans la ville capitale, doit figurer parmi les éléments constitutifs du dossier. Ce qui n'est pas obligatoire pour le reste des postes à pourvoir.

En attendant l'échéance électorale, un tournoi de mise en jambes sera organisé. Il se disputera du 6 au 28 février. Par ailleurs, du 5 au 6 mars aura lieu la Super coupe de la ligue. Le Conseil départemental de la ligue se tiendra le 12 mars pour examiner et adopter le rapport bilan de la ligue départementale de Brazzaville.

Rominique Nerplat Makaya

GENDARMERIE NATIONALE

Plus de 250 éléments obtiennent des diplômes de qualification

Le commandant de la gendarmerie nationale, le général Paul Victor Moigny, a présidé le 9 février, la cérémonie de clôture des stages de diplôme de qualification supérieure de gendarmerie 1er degré (DQSG1) et d'Officiers de police judiciaire (OPJ)

Concernant le DQSG1, 100 maréchaux de logis-chefs, dont cinq femmes, ont passé cette formation qui ouvre la voie au grade d'adjudant. Tandis que 169 agents, notamment des maréchaux, dont 25 femmes, ont passé les cinq mois de formation pour l'obtention du diplôme d'OPJ. Les moyennes obtenues varient entre 16 et 12/20.

Le commandant de l'Ecole de gendarmerie nationale (EGN), Roger Ibata Yombi, a rappelé que ces stagiaires, qui sont arrivés à l'école en septembre, ont pris une part active à la sécurisation des 11e Jeux africains et du scrutin référendaire 2015. Démarrée de façon effective à partir du 1er novembre, cette formation s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des unités de gendarmerie. Selon lui, en dépit de quelques aléas, la mission est accomplie.

S'adressant aux stagiaires, le commandant de l'EGN leur a rappelé qu'ils étaient des soldats de la loi. « La loi vous donne des pouvoirs étendus, elle implique les devoirs dont le plus important est le respect de la dignité de la personne humaine et les droits de l'homme, fondement de la Charte des Nations unies ratifiée par notre pays. Il est aussi vrai qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite, mais je tiens à vous féliciter pour votre

sens élevé du dévouement », a-t-il encouragé, précisant qu'ils ont conquis une place dans le palmarès des promotions formées dans cette école.

Le colonel Roger Ibata Yombi a, par ailleurs, demandé aux responsables des unités territoriales et mobiles de prendre le relai afin que la crème soit entretenue par une instruction permanente et continue.

Présidant la cérémonie, le commandant de la gendarmerie nationale a rappelé que c'est à dessein que le plus gros des effectifs ayant participé à ces stages a été sélectionné parmi ceux qui se sont distingués par leur service pendant les deux moments majeurs qui ont marqué l'année 2015. C'est une manière pour la gendarmerie nationale, a indiqué le général Paul Victor Moigny, de réaffirmer sa volonté

On ne sort pas de l'école de la gendarmerie nationale comme on y entre ; une transformation s'impose », a-t-il martelé.

Pour les prétendants aux stages, Paul Victor Moigny leur a demandé de faire preuve d'assiduité et de dévouement au service de l'ordre public, de la stabilité et de la paix en cette année électorale. Il a, enfin rappelé, que l'objectif de revoir le catalogue du cursus en gendarmerie, n'est pas seulement d'instaurer une meilleure lisibilité des plans de carrière, mais aussi d'aiguiser les savoirs dans un contexte international marqué par la montée de la criminalité transfrontalière et des menaces diverses de l'ordre public. « C'est pourquoi, toutes les matières programmées doivent être régulièrement dispensées. Même si pour le stage OPJ le taux de ré-



Le général Paul Victor Moigny après avoir remis le diplômé au premier du DQSG1 ; crédit photo Adiac

de placer l'émulation permanente au cœur du fonctionnement de l'institution.

« Chers stagiaires, vous allez maintenant rejoindre vos lieux de service respectifs, faites en sorte que ceux qui vous entourent vous trouvent changés positivement.

alisation donne satisfaction, il est évident que la non-tenue des matières de base comme le maintien de l'ordre et l'intervention professionnelle, laisse un goût d'inachevé », a conclu le général Paul Victor Moigny.

Parfait Wilfried Douniama

FRANCE TIC

Lancement officiel de la Fondation O'dellya

Le lancement officiel de la Fondation O'dellya aura lieu, le samedi 13 février, à Paris

La Fondation O'dellya est une institution congolaise créée autour de la vision de l'ingénieur développeur, Ro-

land Chrisbel Malonga, président de la Fondation. Ce dernier envisage de mener, en accord avec l'Etat congolais, une refonte des organes étatiques à partir de l'utilisation de l'outil technologique susceptible d'aboutir à un projet de société. Il est baptisé « Pacte technologique » en rapport avec la stratégie de planification et de structuration à long et à moyen terme dédiée au développement des TIC. Dans toute l'Afrique francophone,



Roland Chrisbel Malonga à gauche reçu par Jean-Marie Adoua ambassadeur auprès de l'UNESCO (crédit photo : Vanessa Nguema)

land Chrisbel Malonga, président de la Fondation. Ce dernier envisage de mener, en accord avec l'Etat congolais, une refonte des organes étatiques à partir de l'utilisation de l'outil technologique susceptible d'aboutir à un projet de société. Il est baptisé « Pacte technologique » en rapport avec la stratégie de planification

et de structuration à long et à moyen terme dédiée au développement des TIC. Dans toute l'Afrique francophone, la Fondation O'dellya se donne pour objectif de promouvoir l'émergence économique à obtenir par l'usage et la maîtrise de l'outil technologique. Ceci en vue de répondre aux grands enjeux du monde contemporain en s'arrimant au développement économique.

Le Numérique apparaît de nos jours comme le secteur le plus dynamique de l'économie mondiale. A juste titre, la fondation initie des projets ambitieux à forte valeur ajoutée pour les entreprises, les structures éducatives et pour l'État, en vue de valoriser l'expertise technique de la jeunesse africaine au profit de la croissance économique des États émergents.

Roland Chrisbel Malonga explique qu'un tel projet nécessite du courage pour accomplir une telle vision. Selon le président de la Fondation, cela provient de la passion et non de sa position socioprofessionnelle. « C'est ce qui traduit mon engagement pour la Fondation O'dellya et pour l'Afrique, un continent en devenir », confie le fondateur de la société O'dellya Consulting, un cabinet d'expertise en conseil, Audit.

Le lancement de la Fondation O'dellya coïncide avec la période de l'élection présidentielle au Congo. Car, « nous soumettrons notre projet à chaque candidat à la magistrature suprême congolaise », expliquent les membres de la Fondation. Et d'ajouter, « nous estimons que la refonte des organes étatiques nécessitent l'adhésion de celles ou ceux qui aspirent être à la présidence de la Nouvelle République ».

Antoine Daniel Kongo